

Yann Fiévet

# **Mon anti sarkozisme en 33 tableaux**

avril 2002 – avril 2012

*« Notre rapport au vrai passe par les autres. Ou bien nous allons au vrai avec eux,  
ou bien ce n'est pas au vrai que nous allons. »*

Maurice Merleau-Ponty

## **Avant-propos**

Ce que nous avons prie l'habitude de nommer « sarkozysme » a pris racines bien avant l'arrivée de M. Nicolas Sarkozy à l'Elysée. Le moment qui me paraît en être le plus pertinent est la réélection de Jacques Chirac le 5 mai 2002, ou plus précisément la première nomination de Nicolas Sarkozy comme ministre de l'Intérieur qui en a découlé. Les trente-trois textes qui suivent ont tous été écrits pour le mensuel Le Peuple Breton au cours d'une pleine décennie, d'avril 2002 à avril 2012. Une décennie perdue ? Probablement. Beaucoup de temps perdu à courir derrière de faux problèmes et à ignorer les vrais périls menaçant la société dans laquelle nous vivons. C'est aussi la France qui s'est perdue dans cette double défaillance. Des traces profondes vont la marquer pour longtemps. Le départ de Nicolas Sarkozy ne suffira pas à nous guérir de certains poisons auxquels un nombre trop nombreux de nos concitoyens s'est accoutumé.

Je n'ai strictement rien changé à ces textes ; à quelques détails près je les assume totalement. Tel a été et tel restera mon anti sarkozysme.

YF

1<sup>er</sup> Mai 2012

## Table des matières

1 - Une chance pour la France.....	4
2 - La violence des pauvres.....	6
3 - Homo proximus.....	8
4 - Le triomphe du populisme.....	10
5 - Simplissimo.....	12
6 - Chars latents.....	14
7 - La casse du siècle .....	16
8 - Europe des actionnaires, Europe des précaires.....	18
9 - Ils n'ont plus froid aux yeux.....	20
10 - Extension du domaine du mépris .....	22
11 - Jeux interdits à la frontière .....	24
12 - L'Histoire recommencée .....	26
13 - Vulgaire ! .....	28
14 - L'ordre du phénix .....	30
15 - Les fruits sont mûrs.....	32
16 - Le camelot de l'Élysée .....	34
17 - Ploutocratie.....	36
18 - Le monde en pente douce.....	38
19 - Etat de Droite.....	40
20 - La transition autoritaire.....	42
21 - Mortel travail.....	44
22 - Éric le brun.....	46
23 - Ord(u)re.....	48
24 - Quand la police veut faire la loi.....	50
25 - La voix de la France.....	52
26 - Ils vont encore attiser le feu.....	54
27 - Pucez-les tous ! .....	56
28 - Lagarde rapprochée du Président .....	58
29 - Irrespirable ! .....	60
30 - Vers la fin de la société ?.....	62
31 - Un pas de Guéant.....	64
32 - De « l'ultra Gauche » à « l'ultra Droite » Ou la politique de la dérive.....	66
33 - Dur sera le réveil !.....	68

# 1 - Une chance pour la France

23 avril 2002

L'Autriche, avant-hier ; l'Italie, hier ; la France, aujourd'hui... L'Europe entière est gagnée par la progression de l'extrême-droite et la banalisation de son discours. Contrairement à l'Autriche et à l'Italie où ce courant est parvenu au pouvoir sous des oripeaux cachant mal sa véritable nature, la France laissera à l'écart du pouvoir exécutif la terrible menace. On aurait grand tort néanmoins d'ignorer la portée de ce coup de semonce qu'il serait trop facile d'expliquer par l'abstention – certes honteusement élevée et dommageable – ou la pléthore de candidats au premier tour. Le recensement des erreurs à ne pas commettre tant dans le jugement concernant la signification du scrutin de ces élections présidentielles que dans le choix des postures à venir est un préalable pour faire de l'avatar sinistre une chance à saisir sans barguigner.

Il convient de prendre le vote en faveur de l'extrême-droite pour ce qu'il est : bien autre chose qu'un vote protestataire. Qui peut encore sérieusement dire ne pas savoir qui est vraiment le chef du front national et ce qu'il incarne de menaces lourdes pour les libertés ? Si quelques égarés sont suffisamment incultes pour voter sans savoir, affirmons que la grande majorité de ces voix-là sont claires et avisées. Doit-on s'en étonner au regard de l'Histoire ? N'y a-t-il pas, depuis la Révolution française, toujours eu deux France ? Celle de Robespierre, de Blanqui, de la Commune, du Front populaire, de la Résistance, des porteurs de valises, de Mai 68. Mais aussi celle des contre-révolutionnaires, de Napoléon, de la Restauration, de Thiers, de l'Affaire Dreyfus, du Comité des Forges, de Vichy, du poujadisme, des guerres d'Indochine et d'Algérie, de l'OAS. C'est cette seconde France qu'il faut à nouveau museler, et cela bien au-delà de la victoire à la Pyrrhus du président sortant qui, hélas, n'est pas sorti.

Le renouvellement du bail du locataire de l'Élysée n'est justifié que par la nécessité de contenir une menace plus forte que celle qu'une droite défendant ses intérêts exclusifs continuera de faire peser sur les moins favorisés. Charitablement maintenu dans ses meubles, ce locataire ne devra pas oublier que c'est bel et bien la droite, toutes tendances confondues, qui a perdu le plus de voix au premier tour par rapport à 1995. Tous comptes faits, il n'a recueilli sur son nom à ce même premier tour que 14% des inscrits. Quelle gloire ! Enfin, il est là, on le garde. Pour être plus sûr qu'il n'oublie rien, il faudra une vraie gauche, issue d'un mouvement social vigilant et combatif, restant à reconstruire.

Quand la droite n'écoute pas les plus démunis, elle est dans son rôle historique. Mais, quand la gauche fait de même... Elle trahit les idéaux qui fondent la gauche. Elle n'est tout simplement plus la gauche. Elle n'est tellement plus la gauche, qu'elle ne reconnaît pas même – ou fort timidement – cette évidence. Elle n'est pas présente au second tour des Présidentielles ? A qui le doit-elle profondément, si ce n'est à elle-même ? On n'aura pas la cruauté de dresser ici la litanie des sacrifices de la gauche gouvernementale sur l'autel de la politique néolibérale, cet accompagnement sans critique du capitalisme dominateur. Des Fonds de pension pièges à cons aux emplois-jeunes-bouche-trous sans avenir en passant par les 35 heures loupées faute de courage politique, la strausskhanisation de cette gauche-là en aura détruit des espérances qui au mieux se seront réfugiées dans l'extrême-gauche, au pire se seront abîmées dans l'abstention.

L'abstention ! Si elle ne saurait tenir lieu d'explication principale du drame, c'est pourtant sur elle qu'il faut rebondir. Quand près de trois électeurs sur dix ne vont pas aux urnes lors du scrutin le plus prisé d'habitude, on ne peut accuser, sans friser le ridicule, les vacances ou les sondages. L'abstention est devenu désaffection. Nombreux sont les électeurs potentiels qui croient – ont-ils tort de le croire ? – que les hommes politiques n'ont plus prise sur rien. Ce que le chef de l'État et le

chef du gouvernement français ont signé à Barcelone lors du dernier sommet européen en mars 2002 en matière d'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie et en matière de retraites va à l'encontre de ce qu'ils continuent de déclarer chez eux. Tout le monde a désormais compris que les textes européens l'emportent le plus souvent sur les stratégies nationales. Et si le citoyen en avait assez de n'être consulté que pour élire ses représentants. S'il souhaitait donner son avis sur les grandes questions du temps et pouvoir contrôler le travail des élus. C'est bien la V<sup>e</sup> République qui agonise sous nos yeux, celle qui suppose que l'élection suprême correspond à « la rencontre d'un homme avec la Nation », celle dont la Constitution proclame que le chef de l'État est irresponsable, donc inattaquable, durant son mandat. Le moment est venu d'ériger la VI<sup>e</sup> République substituant à la démocratie représentative la démocratie participative faite, entre autres choses, de référendums locaux et de Conférences de citoyens. Une République ouverte, digne, déjacobinisée.

Le sursaut contre l'extrême –droite - et ce qu'elle représente comme intolérance, comme négation des cultures et de la Culture - doit rencontrer le désir de reconstruire la gauche et plus largement le politique.. Les jeunes, qui semblent sortir de leur léthargie, devront-nous y aider. Il ne faut pas se contenter de faire en sorte que le 21 avril ne soit « qu'un détail de l'Histoire » ; il faut inscrire dans l'Histoire la renaissance du politique. Sinon, demain...

## 2 - La violence des pauvres

Mai 2002

C'est un fait entendu : notre époque est violente comme aucune autre ne l'aurait été naguère. Plus personne – ou presque – ne semble disposé à discuter cette évidence qui balaie tout le spectre de la vie politico-médiatique. Un thème à ce point instrumentalisé – dans l'espoir de battre l'adversaire ou de faire davantage d'audience – est impossible à décrypter pour qui veut rester à l'abri des approximations et des contre-vérités. Avec un peu d'attention on constate vite que le discours sur la violence ne se tient pas de n'importe quelle façon, il ne vise pas n'importe qui. Il cache des volontés devenues inavouables dans une démocratie, à commencer par celle-ci : dompter les pauvres.

Il est bien hasardeux – et peut-être irresponsable – d'utiliser des termes au contenu imprécis et hétéroclite. Il en va ainsi des mots violence et insécurité. La délinquance et la criminalité sont des catégories claires car elles sont caractérisées par le droit et sanctionnées par la loi. Les violences – aujourd'hui dénommées urbaines la plupart du temps – recouvrent une multitude d'actes tellement variés que la réalité qu'il s'agit de décrire est vite indescriptible. Quant à l'insécurité, il s'agit avant toute autre chose d'un sentiment et par conséquent d'un état ressenti fort diversement d'un individu à un autre et bien facile à travailler par les instruments de la persuasion de masse. Il est évident que certains individus ou certains groupes sociaux ont intérêt à entretenir le flou.. Nous y viendrons.

La violence est nouvelle nous dit le discours de ceux qui parlent le plus sans être en même temps ceux qui ont le plus à dire. Elle est nouvelle pour celui qui, parce qu'il est né hier matin, est ignorant de l'histoire. C'est pour combattre l'oubli du passé que l'historien fut inventé.. Dans son livre - *Histoire de la violence* (1) -, Jean-Claude Chesnais montre clairement que tous les trente ans le discours sur la nouveauté de la violence revient et sert de prétexte à de nouvelles offensives dirigées contre les catégories stigmatisées comme fauteuses de troubles, qualifiées de « classes dangereuses » au 19<sup>e</sup> siècle (2). Dans l'esprit des hommes politiques et des journalistes qui font mine de s'intéresser à la violence, il ne saurait être question de l'interroger sur les modes anthropologique, ethnologique, sociologique. Encore moins sur les modes psychanalytique ou psychosociologique. Toutes ces disciplines étudient la chose, et depuis longtemps. Mais, on en a cure tant la préoccupation n'est pas liée à la connaissance mais à la justification de politiques répressives. Nous y viendrons.

Si la connaissance était l'enjeu – vouloir comprendre la chose pour la soigner et la guérir -, on se souviendrait des travaux inestimables de Erich Fromm (3) qui distingue en l'homme deux formes d'agressivité, l'une défensive, proche de celle de l'animal et assurant sa survie, l'autre maligne – nommée destructivité – vue comme une passion au même titre que l'amour ou la haine. Mais là évidemment on est hors-jeu ! Puisque tous les hommes sont capables de détruire quelque chose ou quelqu'un, le besoin de stigmatiser des populations-cibles n'est plus alimenté. Evacuons donc les esprits éclairés.

Venons-en au fait. Avant de regarder de près de quoi on nous cause, voyons de quoi on se garde bien de nous parler. On ne dit jamais rien de l'insécurité du travail. Au cours de l'année 2000, un million d'infractions au code du travail ont été enregistrées en France. 25 000 d'entre-elles ont été jugées et sanctionnées soit un rendement de 2,5%. Qui dénonce cet étonnant manque d'efficacité de ces tribunaux-la ? On ne parle jamais de l'insécurité de l'emploi. En France, six millions de personnes sont au chômage ou occupent des emplois précaires. Qui dénonce vraiment ce manque d'efficacité de la quatrième puissance économique du monde ? On ne nous parle jamais de l'insécurité en col blanc, celle qui détourne allègrement des milliards vers les paradis fiscaux et

provoquent ainsi chaque année un manque à gagner d'environ 15% du budget de l'Etat qui seraient bien utile pour prévenir ou réparer les dégâts d'une économie devenue folle. Qui dénonce bruyamment la malhonnêteté des puissants qui piquent dans la caisse avec autant d'efficacité ?

On préfère de beaucoup nous causer – nous matraquer conviendrait mieux – de l'insécurité que provoquent les jeunes des cités de banlieues. On affectionne tout particulièrement de nous entretenir des réseaux de l'économie parallèle et notamment quand il s'agit de trafic de drogues. Mais, là aussi, il faut que l'on taise l'important. On oublie de nous rappeler que lesdites cités ont connu vingt-cinq années de lente déperdition sociale consécutivement à la « modernisation » néolibérale de l'économie. Dans certaines de ces cités, 60% des adultes sont privés d'un emploi normal. Et l'on s'étonne qu'une économie parallèle de survie se mette en place ! Et l'on est surpris que cette économie parallèle sans règles soit violente ! Et l'on ne comprend pas que certains esprits chagrins osent faire le lien entre l'insécurité économique et sociale entretenue depuis deux décennies et les manifestations violentes, réelles mais inutilement ressassées par de mauvais journalistes ou des politiciens gesticulateurs.

Il faut comprendre une chose, la chose essentielle : prendre en compte l'origine du phénomène si abondamment dénoncé reviendrait à remettre en cause les stratégies de libéralisation de l'économie et de désengagement de l'Etat suivies par tous les gouvernements occidentaux depuis vingt ans. Impossible ! L'autre solution, celle qui vient d'Amérique, consiste à criminaliser la misère tel que Loïc Wacquant nous en fait brillamment la démonstration dans *Les prisons de la misère* (4). Il n'est pas suffisant pour les riches qu'il existe des pauvres ; il faut, pour le bien être des riches, que les pauvres soient punis d'être pauvres (5). Ne tolérons plus la moindre incartade de la part des pauvres. Faisons la chasse au moindre petit *dealer* de quartier et laissons couler à flots la came dans les soirées branchées. Tolérance zéro là, impunité totale ici !

(1) Jean-Claude Chesnais, *Histoire de la violence*, Robert Laffont, 1981.

(2) Sur ce point, on pourra lire notamment Georges Sorel, *Réflexions sur la violence* (1908).

(3) Erich Fromm, *La passion de détruire* (1973). Réédité par Robert Laffont (collection Réponses) en 2001.

(4) Loïc Wacquant, *Les prisons de la misère*, Liber-raisons d'agir, 1999.

(5) Loïc Wacquant, *Punir les pauvres*, Agone, à paraître à l'automne 2002.

# 3 - Homo proximus

Octobre 2002

La proximité est à la mode. Après la police de proximité, voilà que survient la justice du même nom. Avoir un policier à sa porte ou un juge près de chez soi, quel bien-être ! Les gouvernants, qui aujourd'hui gouvernent si peu, vont enfin être plus proches du peuple. Serait-ce une bienheureuse conséquence du coup de tonnerre entendu un certain 21 avril ? Surtout, ne nous emballons pas. Regardons mieux cette proximité qui nous envahit. D'autant qu'avec la Décentralisation à la sauce Raffarin on nous invente la citoyenneté de proximité et son personnage central : l'*homo proximus*.

Tout ne serait qu'affaire de distance physique. En raccourcissant les délais de procédure devant la justice, en accélérant la capacité de réaction de la police, en maillant le territoire de représentants de l'ordre on finira bien par venir à bout de l'insécurité montante et du même coup du sentiment d'insécurité laborieusement entretenu par le manque de sûreté des analyses et des statistiques d'inlassables observateurs de ladite insécurité. Il suffira que demain l'Administration soit à proximité du citoyen, que le lieu de la prise de décision se rapproche de lui pour que la démocratie retrouve toute la vigueur de son rêve de jeunesse. Comme il sera bon, le temps venu, de se dire que, grâce à l'abolition efficace des distances physiques, on comprend enfin « la France d'en bas », on l'écoute de toutes les oreilles politiciennes et technocratiques, on la satisfait pleinement dans tous ses désirs.

Hélas ! l'affaire est tout autre. Sous la volonté déclarée de compréhension des plus démunis se cache le projet d'élimination de tous les rétifs au modèle de l'économie ultralibérale en marche depuis deux décennies et qu'il est temps de parachever. La chasse aux pauvres est ouverte. Les projets de loi du ministre de l'intérieur et de celui de la justice sont sans équivoques : pour obtenir le titre d'*homo proximus* il va falloir fournir des gages d'acceptation du modèle réputé unique. Il faudra aussi donner des gages de collaboration. L'*homo proximus* n'est pas seulement celui de qui l'on se rapproche pour le comprendre, c'est aussi, et peut-être surtout, celui que l'on veut acteur de l'entreprise de redressement national. On ne craint pas d'encourager la délation. Ça vous a un petit parfum d'antan qui vous flatte la nostalgie d'un temps où l'ordre régnait !

Oui, redressement national. Et redressement moral aussi tant qu'on y est. Par un décret ministériel du 29 juillet dernier, la Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception (CADAC) et l'Association des Parents et futurs parent Gays et Lesbiens (APGL) ont été évincées du CSIS (Conseil Supérieur de l'Information Sexuelle). Dans le même temps, la Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques et la Fédération Nationale des Familles de France y ont été intégrées. Une manière sans doute de les récompenser pour leurs prises de position et leurs actions courageuses contre le PACS et pour la révision de la loi Veil. Le plus inquiétant tient au fait que les médias et la gauche déconforte n'ont pipé mot en cette honteuse circonstance. Silence, on moralise !

On l'a compris, l'*homo proximus* ne sera pas « homo ». Seuls les « hétéros » pourront prétendre vraiment à ce titre dans une société droite enfin redevenue digne. L'*homo proximus* ne sera pas pauvre non plus alors que ce sont les pauvres qui goûtent au premier chef les délices du commissariat de proximité et qui s'adonnent aux joies du tête-à-tête avec le juge de la même proximité. On nous ressert le couplet éculé des « classes dangereuses ». Et voilà bien le nœud de l'affaire : la distance n'est pas physique, elle est sociale. Les pauvres vivent « des choses que les autres n'arriveront jamais à éprouver en des années entières d'une vie lisse et à l'abri du besoin .»  
(1) Il faudrait commencer par mesurer le degré de désespérance que vingt années de déclassement

social des plus fragiles ont nourries. Alors, peut-être cesserait-on de nommer fou l'auteur de la tuerie de Nanterre ou l'agresseur du maire de Paris. L'une des vertus de la démocratie est d'adoucir les passions, d'inhiber les pulsions violentes. Encore faut-il que la démocratie reconnaisse tous les siens. L'élu de proximité vit dangereusement. C'est qu'il n'a pas compris que « la France d'en bas » n'a que faire de sa poignée de main médiatico-démagogique. Ce que veut « la France qui souffre » (2), ce sont des projets, des vrais. Pour cela, l'élu doit reprendre de la hauteur, non pour dominer les hommes mais la situation. Alors viendra la proximité sociale, la seule qui vaille.

1 – Fedor Dostoïevski, *Humiliés et offensés*, 1866. Traduction d'André Markowicz (coll. Babel, Actes Sud, 2000) .

2 – Christophe Dejours, *Souffrances en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Points Seuil, 1998.

## 4 - Le triomphe du populisme

Décembre 2002

Le peuple semble content. La popularité de ses dirigeants est au zénith. Il est vrai que le spectacle donné sur la scène est attrayant et répond aux désirs du plus grand nombre. Les acteurs sont bons, notamment celui qui vole la vedette au premier rôle en titre. Le texte est habilement construit pour séduire la tripe du *vulgum pecus* et en même temps – là réside la prouesse - cacher la vérité profonde de l'action. De fait, l'essentiel de ce qu'il faudrait voir et analyser se passe dans les coulisses. Plus fort encore : certaines choses graves se déroulent au grand jour sans que grand monde y prête attention. C'est que depuis longtemps on a inculqué au public que ces choses ne devaient plus l'intéresser désormais. Seul compte la gesticulation des bateleurs médiatiques. Ils ne sont pas que populaires ; ils sont populistes. Pire, c'est la société dans son entier qui bascule doucement dans le populisme.

Populaire ou populiste, quelle différence ? Les faits d'aujourd'hui rendent la distinction de plus en plus malaisée. Elle est de taille pourtant. L'homme politique populaire a un projet pour le peuple et le peuple le sait. L'homme politique populiste a un projet pour lui-même et le peuple lui sert. Le second se servira, jusqu'à l'outrance, des passions ancrées au plus profond des individus quand le premier se méfiera sans cesse des dites passions. Le premier dira la complexité des choses avec simplicité lorsque le second cédera à la facilité avec brio et par calcul. Ainsi, pour démontrer que l'intégration des étrangers est toujours possible et somme toute assez facile il se prendra comme modèle, lui dont les parents sont hongrois. Il n'omettra qu'un détail : il descend de l'aristocratie hongroise.

Pour que cela fonctionne, encore faut-il que l'homme politique populiste ne soit aux yeux du peuple que populaire. Comment cacher la ficelle que tient le marionnettiste ? Le meilleur allié du populisme est le temps. Le populisme ne surgit jamais brutalement. Son lit est préparé de longue date. Patiemment on habitue les esprits à une rhétorique nouvelle, au changement de sens de certains mots, à faire venir sur le devant de la scène des problèmes qui devraient rester seconds. Beaucoup d'eau coule sous les ponts avant que l'entreprise privée supplante le service public dans les têtes. Il faut des années pour que l'ensemble d'une population ne pense qu'aux banlieues, aux jeunes délinquants quand on emploie le mot insécurité. Quand on s'y est bien pris, le chômage et les licenciements ne seront jamais considérés pour de l'insécurité. La réduction progressive de la protection sociale non plus. Quand on s'y est très bien pris, on constate que le plus grand nombre ne se préoccupe plus que de son quotidien, de ses préoccupations immédiates. L'individualisme, idée chère à la démocratie, laisse la place à l'égoïsme, penchant favori de la médiocratie.

Ce long et patient travail de transformation des esprits n'aurait sans doute pas réussi sans la collaboration fidèle des médias de masse. Et du premier d'entre eux, la télévision. On a brouillé toutes les cartes. Le mélange des genres est à l'honneur. La nécessaire séparation entre vie privée et vie publique a volé en éclats. Les hommes politiques en sont les premiers responsables. Quand le magazine d'informations qu'une chaîne du service public diffuse tous les jeudis soir, consacre entièrement un reportage à l'épouse du ministre de l'Intérieur, on mesure la distance qu'il a fallu parcourir pour abaisser autant la politique et persuader l'opinion que la politique c'est aussi cela. « Finalement, ils sont comme vous », proclament les journalistes aux ordres. « Oui, nous sommes comme vous », insistent les politiciens manipulateurs.

Le sommet de la déliquescence a été atteint la semaine dernière quand le maire d'une grande ville de l'est de la France a accueilli en grandes pompes l'un des vainqueurs de l'émission « Star académie », heureux habitant de cette ville. Après que la médaille de la ville lui eût été remise, il fut

exhibé, du haut du balcon de la mairie, à la foule hurlante rassemblée sur ce qu'autrefois on eut nommé *agora*. Voilà où est tombée la démocratie ! Il n'est pas sûr qu'elle s'en relève. Voilà ce que l'on attend du citoyen ! Il n'est pas certain qu'il puisse encore réagir. Voilà ce que deviennent les gouvernants ! Ce n'est pas seulement l'homme politique populaire qui disparaît. C'est l'homme politique tout court, et du même coup la politique.

## 5 - Simplissimo

Février 2003

Tout bien pesé, la réalité du monde est d'une grande simplicité. D'une si grande simplicité que l'on est forcément tenté de ne pas croire précisément à cette simplicité et de chercher de la difficulté là où justement il n'en est point. On a tort. Heureux les hommes qui enfin ont compris – quand ils ne l'ont pas toujours su – qu'il n'est pas bon de perdre son temps en élucubrations inutiles. Il est bien plus confortable et salubre de se fier sans ambages au jugement premier tout droit issu de ce qui saute aux yeux, donc ne se discute pas. Quel est le principe fondateur de la simplicité salvatrice qui nous permet d'éviter l'écueil de la complexité superflue ? Le principe binaire qui ne tolère que deux états.

D'abord, il existe en l'homme depuis l'aube des temps deux postures majeures desquelles découle tout ce que l'homme fait et pense : le Bien et le Mal. Ainsi, l'humanité se partage d'elle-même entre les êtres bons et les êtres mauvais. Le progrès de l'humanité passe fatalement par le combat que le camp du Bien doit livrer au camp du Mal. Les Etats-Unis d'Amérique qui se sont intelligemment fondés sur cette évidence biblique et qui pour rien au monde n'y dérogeront réussiront un jour à purifier du Mal le globe terrestre tout entier. En attendant, il va bien falloir que l'Europe, qui a imprudemment abandonné

au cours de son Histoire cette théologie ancestrale pour une parenthèse de laïcité déjà trop longue, revienne enfin à la raison. L'alternative est simple ; elle sera aux côtés du Sauveur, guidée par sa lumière, ou elle disparaîtra dans les ténèbres, accompagnée de toutes les forces du Mal.

Ensuite, le monde se sépare – là aussi de toute éternité – entre les riches et les pauvres. On n'y peut rien. C'est ainsi. Il dérive de cette autre évidence biblique une foule d'idées simplissimes. Il n'est certainement pas inutile d'en rappeler ici quelques-unes. Les riches doivent rester riches car c'est grâce à leur richesse que les pauvres survivent, donc restent pauvres. Si bien sûr les riches s'enrichissent, c'est encore mieux car alors les pauvres sont assurés de mieux survivre dans la pauvreté. Les pauvres doivent accepter leur sort terrestre car l'envie est un fort mauvais penchant. Ils y parviennent d'autant mieux que la pauvreté ayant des degrés ils trouvent toujours plus pauvres qu'eux. De quoi se plaindrait un smicard français quand en Afrique le salaire ouvrier est infiniment plus faible que le sien ? Il faut savoir ne pas être indécemment, se consoler avec du concret et non du rêve de lendemains qui chantent.

Ensuite encore, la société se divise – d'elle-même, là aussi fatalement – entre les inclus et les exclus, les intégrés et les désintégrés. De belles évidences éclatent aux yeux de celui qui ne craint jamais de regarder la réalité en face. Si les inclus sont inclus, c'est qu'ils ont tout fait pour l'être. Ils ont le bon goût de l'effort chevillé au corps. Si les exclus sont exclus, c'est qu'ils n'ont rien fait pour ne pas l'être. Ils ont le mauvais goût de la paresse chevillée à l'âme. Si les exclus volontaires de l'économie officielle mettent sur pied une économie parallèle – la nature humaine pouvant avoir horreur du vide -, il ne s'agit pas là d'une manifestation attribuable au courage mais une preuve de plus de l'existence du Mal.

Car enfin, la société se scinde entre les hommes qui respectent la loi et ceux qui la transgressent. Là, il nous faut introduire une entorse. Une morale trop rigide devient un dogme. Les exclus n'ont aucune excuse à transgresser la loi pour tenter d'améliorer leur sort tandis qu'il est permis d'excuser les inclus cherchant illégalement à maintenir leur situation, voire à l'améliorer encore. Il faut impitoyablement punir les premiers et faire montre de largeur d'esprit envers les seconds. Tolérance zéro d'un côté, large mansuétude de l'autre. Heureusement, les cours de Justice

veillent au bon respect de cette simple évidence. Il est possible de réaliser encore un progrès en regardant le pauvre ou l'exclu comme des délinquants en puissance. Si on ne les lâche pas d'une semelle, au pire on les dissuadera de passer à l'acte, au mieux on les attrapera au moment même où ils commettront l'irréparable. C'est ce que les policiers de New York nomment la *broken balls theory*. Le puritanisme qui doit caractériser les membres du camp du Bien interdit de donner la traduction de cette expression imagée que les hommes virils ne répugneront pas à réemployer, faisant en cela une nouvelle entorse à la sacro-sainte morale.

Un puissant instrument permet d'accélérer la réalisation planétaire de la simplicité : le Marché néo-libéral. Faisant fi des Histoires singulières, de la diversité culturelle et des socialités encombrantes, il lamine enfin toutes les complications qui entravent la marche de l'homme vers son destin ultime. Quand la planète sera totalement quadrillée, policée, libéralisée, l'Homme binaire, l'*homo numericus*, adviendra enfin. Frères et soeurs, soyez confiants en l'avenir prochain : le Marché reconnaîtra les siens.

## 6 - Chars latents

Juin 2003

L'hyper répression du mouvement social est en marche. Les réformes menées grand train par le gouvernement Raffarin ne sauraient souffrir une contestation véritable. Après un simulacre de négociation présenté comme une négociation réelle le texte des réformes est envoyé au parlement pour un débat présenté lui-même comme le lieu d'expression d'une démocratie incontestable. L'écrasante majorité de droite qui y siège, en même temps qu'elle adopte des réformes sociales marquant autant de reculs graves pour la cohésion de la société, met en place d'autres réformes en matière de répression accrue de la contestation individuelle et collective. Le message est clair – les exemples en sont désormais nombreux – pour le citoyen qui connaît son Histoire : la peur inculquée au peuple est la meilleure alliée du maintien de l'ordre établi.

C'est bien le droit à la contestation sociale qui est visé depuis la réélection de M. Jacques Chirac au mois de mai 2002. L'une des expressions les plus dérangeantes en ce domaine est le droit de grève. En théorie, il existe toujours. En pratique, son exercice est de plus en plus difficile. Beaucoup de salariés du privé courent de trop grands risques à utiliser ce droit. On prépare pour le public la concrétisation du « service minimum » qu'aucun gouvernement depuis vingt ans n'avait songé sérieusement à instituer malgré la pression des fractions les plus réactionnaires de la société. C'est également le droit à manifester son désaccord sur la voie publique qui est menacé non pas dans sa théorie mais dans sa pratique.

Comment interpréter la charge brutale des forces de l'ordre contre des manifestants aucunement menaçants lors de la dissolution d'une récente manifestation sur la place de la Concorde à Paris ? Certains de ces manifestants furent même poursuivis jusqu'à l'opéra Garnier dans le hall duquel ils se réfugièrent avant que la police n'en fracture l'une des portes vitrées. Parmi les interpellés de ce jour-là, deux militants comparurent une semaine plus tard devant un tribunal. Entre-temps les divers motifs retenus contre eux avaient été abandonnés sauf un : ils possédaient tous deux une arme dans leur sac au moment des faits, l'un un Opinel, l'autre un couteau suisse. On pourrait se contenter d'en rire. On est cependant obligé de s'interroger sur la portée profonde de cet exemple où un tribunal est saisi et décide de juger un événement si dérisoire qu'à l'habitude il n'est jamais soumis à la justice. Ici, ce ne sont pas ces deux quidams malchanceux que l'on souhaitait viser au premier chef mais tous les futurs manifestants potentiels. A la fin du mois dernier, trois passagers d'un vol français pour l'Afrique furent présentés à leur tour devant le tribunal de Bobigny. Leur crime ? Ils avaient osé, dans cet avion qui expulsait des sans-papiers, protester contre les méthodes passablement musclées des membres de la police de l'Air et des frontières à l'encontre de personnes qu'ils estimaient devoir être traitées humainement. Intimidation dont on espère là encore qu'elle aura une portée pédagogique.

La manière dont José Bové a été interpellé dans sa ferme au petit matin ne fait que confirmer une évidence : le régime que les Français se sont donnés par leur vote est un régime répressif. Pire, si les résistances s'intensifient, si les actes de « désobéissance civique » se multiplient, la répression ira *crescendo* par le jeu d'un alignement mécanique. Tout cela était prévisible dès le début de l'expérience. Le gouvernement attendait de pieds fermes les premières manifestations de mauvaise humeur du peuple à son égard. Pour arrêter un homme seul dans son lit quatre-vingts gens d'armes armés jusqu'aux dents et munis de chiens féroces ne sont pas de trop. Pas de trop, surtout quand l'objectif est autre : tuer dans l'œuf l'ardeur des arracheurs d'OGM et annihiler les velléités d'opposition à la mise en culture massive des organismes génétiquement manipulés.

Le pouvoir est habile. Il sait ne pas devoir user que de brutalité. Il est des manifestations qu'il

instrumentalise pour se donner une image de bienveillance. Ainsi de la *gay prise* parisienne que M. Nicolas Sarkozy tint à honorer de sa médiatique présence. Rien, là, ne menace l'emprise des possédants sur la société. Même la police fit montre ce jour-là d'une magnanime attention. Ces chiffres de participation à la fête étaient très proches de ceux des organisateurs. Elle a vu cinq cent mille gais lurons et gais luronnes sur le pavé surchauffé par une canicule visiblement encourageante. On eût aimé que tous ces gens aient été présents pour manifester contre la réforme des retraites quelque temps plus tôt, une cause qui n'est pas moins légitime que la précédente. Hélas ! nous n'avons jamais été plus de cent mille quand la police nous déclarait trente mille. .

On peut bien laisser le peuple se distraire quand on s'est assuré, par ailleurs, de sa docilité à propos des grands enjeux. L'essentiel est de savoir maintenir les rapports sociaux en l'état ou, mieux encore, de les « déformer » à l'avantage de la France d'en haut. Le meilleur garant de la paix sociale n'est-il pas le sentiment d'impuissance insufflé au peuple ? Pour que le peuple croie à son impuissance, il faut qu'il trouve face à lui une puissance sans failles. Si la police et la justice un jour ne suffisent plus, l'armée viendra à la rescousse. Elle dispose d'armes autrement dissuasives.

## 7 - La casse du siècle

Décembre 2003

Le doute n'est pas permis. Le Gouvernement de la France, en place depuis le mois de mai 2002, est un gouvernement de démolition. Par une succession de touches plus ou moins appuyées, et dans l'apathie générale épisodiquement secouée par quelque soubresaut sympathique, les casseurs du social, du « vivre ensemble », sont à la tâche. Rien ne semble pouvoir les interrompre. Ils sacrifient tout aux trompeuses sirènes du néolibéralisme. Quand des voix autorisées s'élèvent, de plus en plus nombreuses, pour dénoncer l'échec cuisant de ce mode de gestion du capitalisme, la poursuite du chantier de démolition n'est plus qu'un entêtement imbécile et criminel.

Tous les pans du social sont désormais attaqués par une politique de transfert des prérogatives de la puissance publique vers le marché et sa logique purement lucrative. Partout l'État se désengage. Ce qu'il abandonne connaît trois destinations. La reprise par le privé quand les perspectives de gain sont évidentes ; le transfert aux collectivités territoriales sans garantie de moyens équivalents ; le néant que la charité aura peut-être le bon goût de venir combler. L'assurance-maladie prise en charge par la Sécurité sociale va progressivement voir son champ se rétrécir au profit des assureurs privés. L'hôpital public ne parvient plus à masquer les lézardes qui entament dramatiquement son ancienne et légitime réputation de qualité. L'indemnisation du chômage, sous les coups redoublés de la volonté de culpabiliser ceux qui en sont frappés, ne se résumera plus, un jour prochain, qu'à une banale entraide miséricordieuse. Le déficit de la construction de logements sociaux est énorme : le nombre de familles non ou mal logées ne cesse de croître tandis que les prix de l'immobilier s'envolent.

Et encore, ce qui vient d'être énoncé n'est que la partie la plus visible de la déliquescence de l'État. Le renoncement de ce dernier s'inscrit dans d'innombrables remises en cause de programmes préventifs destinés à désamorcer les problèmes sociaux avant qu'ils ne naissent vraiment. Les inspecteurs de l'Action Sanitaire et Sociale n'auront bientôt plus qu'une fonction répressive, certes en accord avec l'air du temps. Depuis que de courageux protagonistes de l'univers carcéral ont dénoncé l'inhumanité honteuse des prisons françaises, rien n'a été entrepris pour corriger cette incurie. Pire, la situation des détenus se détériore encore avec l'élévation du taux d'incarcération : le chiffre de soixante mille est désormais atteint pour quarante mille places. Ce ne sont pas les gesticulations du ministre de l'Intérieur qui parviendront à cacher la misérable démission de l'État. Quand il compte sur les *imams* pour rétablir ou maintenir l'ordre dans les banlieues, il ne fait qu'accroître la piteuse irresponsabilité des pouvoirs publics face à des questions dont ils sont en large part responsables. Tout cela n'est rien moins que de multiples bombes à retardement léguées à l'avenir, un avenir plus répressif encore pour contenir ces futures et inévitables explosions sociales. Un mystère demeure : combien de temps la spirale sarkozienne va-t-elle rester si populaire ?

En fait, il existe probablement un remède plus efficace que la répression qui finit, en termes budgétaires, par coûter fort cher à un État économe. Ce remède est l'un des objectifs – sans doute le premier – des tenants du néolibéralisme. Certes, ils prétendent d'abord que le poids exorbitant de l'État bride la capacité d'initiative des acteurs de l'économie et que le fait de redonner à ceux-ci une plus grande liberté d'action est gage de Croissance, de Progrès, et Tout et Tout... On connaît la chanson ; elle nous est serinée depuis vingt ans au moins. Ce qui est moins facilement claironné, mais est l'essentiel, le voici. Il faut casser les solidarités collectives partout où elles sont un facteur potentiel de résistance au salutaire changement ou un germe de révolte possible devant l'injustice montante. Il convient que chaque individu ne soit précisément qu'un individu, c'est\_à\_dire un être dépourvu de toute faculté à réagir face à l'arbitraire, ou à l'inégalité de traitement dont il est la

victime. C'est bien en ayant à l'esprit cet individualisme mal compris mais promu par les idéologues du tout économique que doivent être analysés les incessants reculs du droit du travail. Les conventions collectives sont maintenant menacées au profit des accords d'entreprise. Le droit de grève, quant à lui, va-t-il persister ? Il n'est déjà quasiment plus qu'un vieux souvenir dans le privé.. Restent les fonctionnaires et leur dérangeant rappel aux combats solidaires sans lesquels l'Etat-Providence aujourd'hui déclaré ringard n'aurait jamais existé.

Si « le libéralisme n'a pas d'avenir » (1) à long terme, il va néanmoins faire d'autres ravages avant que ceux qui en tiennent les rênes ne soient balayés par des idées neuves et des hommes clairvoyants. L'échéance n'est pas pour demain matin car les hommes qui ont entrepris la casse sociale en 1983 sont décidés à revenir aux affaires en 2007 avec la même détermination et une bonne dose de populisme en sus. Ainsi de M. Laurent Fabius, fin amateur de la Starac et des chevauchées motocyclistes et estivales à travers la France profonde, celle qui ne sait pas encore l'aimer. Si depuis 2002, l'ogre sociophage a mis les bouchées doubles, il ne fait au mieux que préparer la venue d'autres libéraux dont nous connaissons les ambitions. Reconstruire le politique – tel est l'enjeu – prendra du temps. Plus la casse aura été profonde, plus la remontée sera difficile. Parler de casse du siècle n'est donc pas, hélas, exagéré.

(1) On lira avec grand intérêt l'ouvrage de Guillaume Duval, *Le libéralisme n'a pas d'avenir. Big business, marchés et démocratie*, La découverte, 2003. Il faut lire également Joseph Stiglitz (Prix Nobel d'économie), *Quand le capitalisme perd la tête*, Fayard, 2003.

## 8 - Europe des actionnaires, Europe des précaires

Octobre 2004

A l'heure du débat sur le projet de Traité constitutionnel européen, il est fondamental de s'interroger sur la nature profonde du passé de la construction européenne. Si la construction d'une Europe politique est une grande et noble idée, cela n'est aujourd'hui guère plus qu'un dessein. La classe politique européenne cause et s'agite pour, au bout du compte, toujours satisfaire la domination de la loi économique néo-libérale. Quand l'économie prime sur toutes les autres instances de la vie des hommes, l'accentuation des inégalités – déjà dramatiques - est inévitable. Pousser à outrance les feux de la construction de cette Europe-là serait une bien mauvaise idée.

Du rêve d'une Europe radieuse qui adviendra peut-être un jour, il faut revenir à la réalité de nos sociétés concrètes où sévissent, de façon galopante, la misère et la précarité.. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté ne cesse de croître en Europe. En France, le taux de pauvreté s'élève ainsi à 12,4%, soit un habitant sur huit, la même proportion désormais qu'aux Etats-Unis. Parmi ces pauvres, la part de ceux qui travaillent ne cesse d'augmenter elle aussi comme pour démontrer, chaque jour davantage, qu'il ne suffit plus, comme autrefois, de travailler pour échapper à la pauvreté.. Le nombre de « précaires », tous ces hommes et toutes ces femmes, occupés dans des emplois aux statuts instables (CDD, intérim, vacations, temps partiel contraint, etc.) est également en hausse perpétuelle. Ce dernier constat laisse sérieusement penser qu'un processus de précarisation générale de la main-d'œuvre est en marche. Si on ajoute à ce triste panorama que les conditions de travail se dégradent sous les coups portés au droit du travail et par l'atonie de la plupart des salariés craignant un sort moins enviable encore que l'emploi durement obtenu, on aura compris que le discours lénifiant des politiques confine à l'indécence.

Il convient ici de mettre en cause la dérégulation de l'économie, décidée voilà un quart de siècle, dont les conséquences néfastes sont amplifiées par la logique de la mondialisation menée sur un mode néo-libéral où l'ordre financier - ou le désordre – donne le ton. Ce contexte, chaque jour plus large et chaque jour moins maîtrisable par le politique, a permis un véritable renversement des valeurs au sein des entreprises et notamment dans les plus grandes d'entre-elles. La valeur travail est sacrifiée sur l'autel du capital fétichisé. L'actionnaire est roi, le salarié son serviteur. L'actionnaire devenu impersonnel par l'invention des Fonds de pensions peut, sans sourciller, laminer la « ressource humaine » déshumanisée tout à la fois par le vocabulaire et son mode de gestion « optimal ». Personne, ou presque, ne semble pouvoir échapper à son sort funeste : le modèle de l'Homme flexible, symbole suprême de la modernité définie par les marchands et leurs comparses empressés.

Le modèle n'est déjà plus un prototype. Il s'insinue doucement dans les esprits. Le processus rampant de précarité-flexibilité s'accompagne d'une véritable entreprise de conditionnement des salariés par un pernicieux discours du type « tous dans le même bateau pour le bonheur de tous ». Qui en doute se doit d'entendre ceci. L'association Ethic (Entreprise de taille humaine, indépendante et de croissance), en la personne de sa présidente, Sophie de Menton, apporte sa pierre à l'édification du culte de l'entreprise comme valeur refuge. Elle vient d'inventer la Fête de l'entreprise. Pour faire bonne mesure, elle a aussi commandé un sondage à l'Ifop, sondage duquel il ressort que 74% des « sondés représentatifs » aiment leur entreprise, 76% la trouvent conviviale et 90% pensent qu'on les aime au bureau. Puisque l'on vous dit que ça fonctionne ! Sur le site créé pour cet noble cause, « jaimemaboite.com », on peut lire les encouragements de David de Rothschild, de Jacques Chirac ou de l'inévitable Ernest-Antoine Seillière. Puisque l'on vous dit que c'est noble !

Ils ont reniflé les traces de l'Amérique et se sont mis en tête de la rattraper. Là-bas, le numéro deux de *Microsoft*, arpenté toute la largeur d'une immense estrade tout en vociférant « *I love this company* » devant la foule hurlante des salariés régulièrement réunis pour la grand-messe. Au siècle prochain, quand l'Homme aura – on peut l'espérer – retrouvé sa dignité, les anthropologues qui étudieront notre époque comprendront peut-être par quels mécanismes mentaux nous sommes parvenus à un tel degré de vulgarité. Dans l'immédiat, et pour ne pas mourir idiot, il est préférable de visiter le site « [stop-precarite.org](http://stop-precarite.org) ». C'est moins bêtement jouissif mais tellement plus intelligent.

Non, décidément, l'Europe qui se construit depuis vingt-cinq ans n'est pas celle dont peuvent rêver des esprits libres. Cette Europe rêvée peut exister demain si le souci du sort des pauvres et des précaires passe avant la satisfaction du caprice des actionnaires. Quel chantier !

## 9 - Ils n'ont plus froid aux yeux

Janvier 2005

C'est à la nature du discours des « hommes qui comptent » dans une société que l'on peut probablement le mieux juger une époque. Bien sûr, le discours ne reste pas discours ; il s'incarne dans des actes, petits et grands, marquant souvent une transformation sociale dont on tarde à mesurer la pleine ampleur. En France, la parole s'est brusquement débridée après la défaite du mouvement social mobilisé lors du débat sur la réforme des retraites. On ne compte plus, depuis lors, les déclarations péremptoires de chefs d'entreprise médiatisés à souhaits, de ministres cachant mal le plaisir de la revanche, d'éditorialistes tous « copains comme cochons » pour pérorer sur les maux de notre « société Immobile ». Une chose au moins rassemble ce petit monde à la diatribe facile : l'abandon de toute précaution de langage vis-à-vis de ceux que l'on maltraite verbalement avant de les affliger vraiment par des mesures scélérates. Ce fatras a une fonction sociale : habituer l'« opinion » à considérer comme naturelle et éclairée la parole de ces bavards impénitents.

Aux dires de ces fins connaisseurs de notre société qui n'ont évidemment aucune espèce d'intérêt particulier à défendre si ce n'est le bien de tous, les Français vivent avec trop de privilèges indus en ces temps dimpitoyable concurrence internationale. Ce n'est pas tout : ces mêmes Français sont aussi de fieffés fainéants qu'il est grand temps de remettre au labour afin que le pays tienne son rang. Le tout est savamment enveloppé d'une brume destinée à brouiller les vieux repères, à commencer par les repères de classes. Puisque l'on vous dit que nous sommes tous embarqués sur le même bateau. Le capitaine n'indique pas le cap ? Qu'importe, même ce repère-là semble devenu inutile.

Quelle meilleure illustration de cette nouvelle ambiance organisée pourrait-on offrir que le dialogue qui va suivre entre un grand patron et une journaliste non moins grandissime. Mme Anne Sinclair anime le dimanche sur France-Inter une nouvelle émission. Elle y reçut récemment M. Thierry Breton, PDG de France Télécom. Le dialogue pointé ici intervient au moment où notre homme explique la nécessité de réduire les coûts de son entreprise et comment ses salariés doivent se plier à cet effort salutaire. Désormais, ses cadres – ils lui appartiennent tout de même un peu, non ? - ne voyagent plus en avion mais en train. En seconde classe, de surcroît. Certes, les cadres n'en mourront pas et nous n'allons pas trop les plaindre. D'autant plus que le problème n'est pas là. Mais laissons la parole à nos duettistes d'un jour.

Lui : *"...C'est ça le management. Et derrière c'est vrai qu'il y a eu un peu de grincements de dents parce qu'il a fallu vivre plus chichement, voyager en seconde classe...."*

Elle : *"Jusqu'aux plateaux-repas je crois"*

Lui : *"Bien sur, mais c'est la vie. Mon expérience m'a montré que plus on cherche à faire des économies, plus on innove. C'est dans l'ascétisme qu'on trouve des solutions et pas dans l'embourgeoisement"*

Pour goûter pleinement l'indécence du propos, il est indispensable de connaître certaines informations permettant de situer ce nouveau chevalier blanc sur l'échelle du désempourgeoisement. **Le salaire annuel de Mr Breton avoisine les 2 millions d'Euros (10 fois plus que son prédécesseur, Michel BON) auxquels il a ajouté, de lui-même, en 2004 une part variable d'environ 500.000 euros et envisage à présent de se distribuer de confortables stock**

***options..... n'oublions pas non plus le jet privé qu'il s'est alloué dès sa prise de fonction pour voyager plus sereinement ! La disparition des services publics ne pénalise pas tout le monde ! Au mot embourgeoisement prononcé par ce patron verni un journaliste non complaisant réagirait prestement. Que fit donc la dame ? Rien !***

Combien de ministres, de patrons et de journalistes nous vantent les mérites de l'ascétisme tant apprécié par M. Breton ? Ils font florès mais se gardent bien, toute honte bue, de « vivre chichement ». Si un jour prochain, dans un excès de sincérité, il leur prenait l'envie, ne serait-ce qu'e l'espace d'un petit mois, de tester la méthode qu'ils conseillent avec tellement d'aplomb, il ne manquerait pas de braves gens pour les accompagner dans leur descente vers la modestie de l'existence. Par exemple, les 12% de Français vivant sous le seuil de pauvreté les attendent pour partager leur frugalité. Chiche ?

## 10 - Extension du domaine du mépris

Mars 2006

La crise est toujours là, plus vive à chaque année qui passe. Nul besoin d'être fin sociologue pour savoir que le mouvement anti-CPE n'est pas qu'une péripétie de fin de règne qu'il conviendrait de surmonter plus ou moins habilement en attendant le pouvoir nouveau qui demain raserà gratis. Non, ce qui se joue là nous vient de loin et – c'est à craindre – nous collera aux basques longtemps encore. Le moteur de ces éruptions sociales si contradictoirement commentées partout où l'on autorise la parole facile - à défaut de se donner le temps de l'analyse profonde - est le mépris. Le mépris s'emballe et voilà que l'on s'étonne qu'il provoque de nouvelles bouffées, en partie délirantes cette fois.

Comment pourrait-on comprendre autrement qu'en invoquant le mépris patiemment accumulé la réforme honnie de M. de Villepin ? Nous sommes forcément obligés de considérer que le principe du CPE n'a pas été forgée dans n'importe quelle tête ni dans n'importe quel contexte. Pour ce qui est de la tête, il s'agit de celle d'un homme dont la naissance, la vie et la carrière n'ont eu de cesse de le tenir à bonne distance du peuple. Le mépris commence par l'ignorance entretenue du sort difficile de ceux au nom desquels l'homme public agit. Il faut, par exemple, une distance démesurée d'avec les jeunes légitimement inquiets pour leur avenir pour penser qu'ils vont accepter sans broncher l'instauration d'un contrat de travail contenant une période d'essai de deux longues années au cours desquelles le licenciement sans motif aucun est chaque jour possible. Il faut, par surcroît, un mépris solidement enraciné pour s'entêter à ne pas reculer face à la détermination estudiantine fortement soutenue par l'opinion publique. N'ayons pas peur des mots, surtout quand ils sont justes : nous avons à faire ici à une posture de classe, celle d'un bourgeois en surplomb de manants indociles et méprisables à ses yeux, celle du défenseur sans complexes des intérêts des possédants, à commencer par ceux des dignitaires du Medef.

Cependant, la morgue présente de M. de Villepin ne doit rien au hasard. Elle s'inscrit dans un contexte qui puisent ses racines un quart de siècle derrière nous et qui tisse sa toile inlassablement depuis. Un contexte fait de renoncements, petits et grands, aux conséquences parfois imprévisibles mais toujours inéluctables. Combien de bombes à retardement à-t-on posé au fil de ces décennies en délaissant les cités gorgées de désespérance, en renonçant à construire les logements dont les populations les moins favorisées manquent cruellement, en ne donnant pas à l'écoles les moyens d'instruire vraiment les enfants des quartiers populaires, en niant l'humiliante discrimination à l'embauche. Et l'on voudrait que le mouvement anti-CPE ne soit en rien une prolongation des émeutes de l'automne ! Ce mouvement a mis aussi les jeunes des cités dans la rue. Eux aussi font des études en se demandant où elles les mènent. Eux aussi voudraient faire des études qui leur sont interdites. Ce seront eux les premiers candidats à ces contrats de travail de pacotille. Ce seront eux qui viendront grossir demain les flots de la précarité que va entraîner ce somptueux cadeau fait aux patrons. Non, il n'y a pas d'un côté le bon grain des vrais jeunes et d'un autre côté l'ivraie de la racaille. Cette vision binaire sarkozienne des cités en perdition démontre un autre abandon, celui qui consiste à travestir la société que l'on prétend gouverner.

Le champ du mépris est plus vaste encore. La tyrannie du capitalisme financier dévalue à grands pas le travail pour le plus grand bonheur de son héros, le gourmand actionnaire. On a depuis longtemps cessé de comptabiliser les licenciements dits boursiers. Le salarié jetable n'est plus l'exception depuis belle lurette. M. de Villepin fait mieux : il invente le salarié virtuel. Le patron pourra recruter des jeunes en CPE sans craindre de devoir créer un comité d'entreprise ou de voir surgir une section syndicale puisque les CPE ne seront pas pris en compte dans le fatidique seuil des

cinquante.

Les jeunes l'ont bien compris et leurs banderoles nous le disent : "le CPE, ce n'est pas mieux que rien, c'est pire que tout".

# 11 - Jeux interdits à la frontière

Février 2007

Si l'une des fonctions de la politique doit consister à élever les hommes au-dessus des passions ordinaires et des contingences quotidiennes, notre époque – certes, comme d'autres avant elle dont nous n'avons su tirer de leçons suffisantes – est loin de remplir cet objectif ambitieux et difficile. Cet "arrachement" de l'individu à la glèbe mutilante par la promotion de droits universellement reconnus et, du même coup, par la condamnation absolue de l'arbitraire, nous n'en prenons pas le chemin en ce début de vingt-et-unième siècle. Quel meilleur exemple de notre égarement coupable que le traitement infligé aux étrangers - issus des pays pauvres ou fracassés - par les sociétés développées pourrions-nous donc choisir aujourd'hui ?

Les camps sont de retour. L'Europe en compte désormais plusieurs dizaines en son sein ou à ses portes. On y entasse d'innombrables hommes et femmes, déboutés du droit d'asile, dernier recours avant la négation totale de leur personnalité juridique, où la mort peut les cueillir dans une indifférence quasi générale. Une nuit de la fin novembre 2005, les polices marocaine et espagnole n'hésitèrent pas à faire feu sur la foule massée contre les grilles infranchissables séparant le Maroc de l'enclave espagnole de Ceuta. On releva onze morts, tous déboutés et clandestins. Les jours suivants, les caméras de diverses télévisions filmèrent scrupuleusement les "hordes" apeurées de Ceuta et Melilla comme pour mieux satisfaire le fantasme de l'invasion progressivement forgé chez nous depuis trente ans. Oui, on tue, au nom de la défense de forteresses prospères, des êtres humains dont le seul crime est d'être issus de pays ne leur assurant plus la protection physique et juridique à laquelle chaque individu peut légitimement prétendre.

L'ampleur de la mondialisation des déplacements humains, en même temps qu'elle exacerbe les tensions entre deux mondes, provoque un recul du droit international défini aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Les articles 13 et 14 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée en 1948 par les Nations-Unies proclament la liberté, pour chaque citoyen, de circuler à travers le monde. Ils sont chaque jour un peu plus bafoués. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), instance onusienne fondée en 1951 pour garantir la protection des personnes sans État ou dont l'État d'origine n'assure plus cette protection, a dévié sensiblement, au cours des vingt dernières années, de son crédo initial. Son rôle s'apparente de plus en plus à une simple posture humanitaire et morale liée

– si ce n'est subordonnée – aux politiques de maîtrises des flux et de contrôle sécuritaire de populations décrétées "à risques" par les gouvernements des pays riches. Dans ce contexte de négation du droit ces populations sont les victimes faciles de l'internement administratif arbitraire sous toutes ses formes.

La multiplication des variantes de l'internement, de la rétention suivie d'expulsion à l'antichambre de la mort en passant par la détention à durée indéterminée, ne parvient pas à cacher "la permanence de certains des mécanismes qui l'organisent et des discours qui le légitiment aujourd'hui. Pauvreté et monotonie de la rhétorique sécuritaire et xénophobe." (1) Partout, on assiste désormais, comme le souligne Johan Steyn, juge à la cour d'appel de la Chambre des lords en Grande-Bretagne, à "l'adoption de lois expéditives et mal conçues » accordant « des pouvoirs excessifs à l'exécutif." (2)

Face à cet affligeant constat, le rabougrissement mental des classes politiques occidentales ne nous donne guère d'espoir quant à la possibilité d'un ressaisissement rapide. Le déni de responsabilité relatif aux conséquences de nos politiques anti-migratoires est pourtant insupportable

. L'évolution éhontée du langage approprié à la figure de l'exilé, sa stigmatisation comme menace pour l'ordre social, sa réduction à un problème à régler par la répression, l'enfermement, l'expulsion ou la force des armes le sont tout autant. Comme on aimerait que les défenseurs les plus vifs de la République, incarnation de l'État de droit, s'expriment sur ces sujets dramatiquement absents du débat politique et de la réflexion intellectuelle. Avant d'être physiques ou culturelles les frontières sont mentales. S'interdire de les faire tomber est un jeu fort dangereux.

(1) Olivier Le Cour Grandmaison in *Le retour des camps ? Sangatte, Lampedusa, Guantanamo...*, ouvrage dirigé par Jérôme Valluy, Autrement, 2007.

'2) Cité par Olivier Le Cour Grandmaison, op cit.

## 12 - L'Histoire recommencée

Mars 2007

Trop courte est la mémoire des hommes. Trop courte et par trop défaillante. Elle est d'un faible secours pour la nécessaire transmission des leçons de l'Histoire au plus grand nombre. Au moment où les figures tutélaires capables de nous rafraîchir la mémoire - à défaut de nous empêcher de céder de nouveau à nos penchants les plus sordides - nous quittent une à une, il nous faut faire plus que saluer le courage de leur combat. En quelques mois, Pierre Vidal-Naquet, Jean-Pierre Vernant et Lucie Aubrac, témoins engagés contre les avatars les plus noirs de l'Histoire de la France contemporaine, nous ont abandonné – bien malgré eux – aux mains des nouveaux « assassins de la mémoire » prêts à sombrer dans de nouveaux abîmes.

Lucie Aubrac n'avait pas son pareil pour affirmer aux lycéens d'aujourd'hui, étonnés mais déjà conquis, qu'il n'est pas que les temps de guerre ou d'occupation pour être propice à la résistance. Longtemps après avoir pris sa retraite de professeur d'Histoire elle ne refusait jamais une invitation de jeunes collègues désireux de faire dialoguer cette femme à l'engagement indéfectible avec les jeunes générations à propos de l'impérieux devoir de vigilance. Très récemment, elle écrivait, en compagnie de Raymond Aubrac, ceci sur notre époque dangereuse : « Dans une société pourtant si riche, mais qui a perdu son élan vital et qui ne propose à ses enfants rien qui puisse les mobiliser, la leçon d'anatomie découvre l'égoïsme, le repli sur soi, la peur et le mépris de l'autre, le déni de l'intérêt général au bénéfice de quelques particuliers, bref le recul de la démocratie. Nous savons qu'attaquer la démocratie nourrit l'intolérance et le racisme. » (1)

Nous y marchons tout droit. Ou plutôt nous y retournons puisque cette histoire-là, nous sommes censés la connaître. Souvenons-nous que les poussées de racisme exacerbé, là où du vulgaire sentiment et du discours construit l'on passe à l'acte, sont la conséquence d'une lente maturation et d'une insidieuse préparation des esprits à l'irréparable. La « chasse à l'Italien » dans le Midi de la France à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle a quelque chose à voir avec le boulangisme de 1880 auquel pas même la Gauche n'avait su résister. Un jour de 1893, cette chasse fit cinquante morts à Aigues-Mortes parmi les « Ritals ». Qui peut prétendre que la chasse aux Juifs puis leur extermination industrielle durant la Seconde Guerre mondiale eut été possible avec la même ignoble efficacité sans l'imprégnation, par les cerveaux les moins armés, de la figure patiemment dessinée du Juif nuisible à la société.

Les signes du retour à l'infamie sont désormais manifestes. La volonté affichée par le « ministre de la chasse à l'enfant » de créer, s'il entre à l'Élysée, un Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale ne doit pas être interprétée comme un simple appel aux électeurs d'extrême droite. Il s'agit plus gravement du résultat de l'abandon de valeurs que la relative proximité des funestes événements du passé français interdisait de renier voilà peu de temps encore. M. Raymond Barre, Premier Ministre de la France de 1976 à 1981, aurait-il osé écrire hier ce qu'il écrit aujourd'hui dans ses mémoires ? Il proclame tout de go, qu'à partir de l'attentat de la rue Copernic, il devint la victime désignée du « lobby juif ». Dans ces périodes de préparation de l'irréparable, des personnalités à l'autorité morale hier sans faille se laissent aller à de navrants renoncements. Ce que Julien Benda nommait dans les années 1920 « la trahison des clercs » est de nouveau à l'œuvre. Le soutien sans vergogne de Mme Simone Veil à la candidature de M. Nicolas Sarkozy nous est douloureux tout comme il est l'un des signes du rabougrissement intellectuel et moral du temps nouveau qui nous vient.

Pour endiguer la montée de ces eaux brunâtres, il faudrait faire de la politique quand il n'est plus question que de populisme ou de clientélisme. Ici, faire de la politique c'est tracer les

frontières, morales et non physiques, au-delà desquelles on s'interdit d'aller sous peine d'indignité.. Cela commence par la délimitation des vrais périls menaçant nos sociétés. Ainsi, l'incessant creusement des inégalités de revenus et de patrimoines incite les catégories menacées de déclassement à trouver des boucs émissaires. Bien sûr, les profiteurs ne sont pas ceux que désigne avec véhémence M. Sarkozy. Alors, parions sur l'intelligence des « gens de peu » qui devraient avoir compris qu'en n'étant que le candidat des riches cet habile phraseur mènera, une nouvelle fois, le pays « dans la boue ».

1 – Raymond et Lucie Aubrac, préface de l'ouvrage collectif *L'autre campagne* (Ed. La découverte, décembre 2006). Voir aussi le site [www.lautrecampagne.org](http://www.lautrecampagne.org).

## 13 - Vulgaire !

Mai 2007

Il faut se faire une raison. La vulgarité a subitement pris son envol au soir de la victoire de notre nouveau Président de la République. Certes, elle existait déjà avant ce jour mémorable, généralement tapie discrètement dans l'ombre des VIP. Désormais, elle s'exhibe en pleine lumière, au sommet de l'État, sans pudeur ni crainte qu'elle puisse irriter le citoyen, sous l'œil affûté des caméras voyeuses, amplifiée par les commentaires serviles de journalistes douteux, scrutée par le regard fasciné d'une foule informe insidieusement préparée à cet abandon grotesque. Nous le devinons déjà : il va être difficile de contenir cette tempête de vulgarité aux multiples visages. Une étape a été franchie qui nous mènera loin sans doute, plus loin peut-être que nous ne l'imaginons aujourd'hui.

Vulgaire, la fête vespérale du 6 mai où les « people » se firent concurrence dans un « qui mieux mieux » surréaliste tellement éloigné du vrai sens du mot politique. Tout y est passé : le laïus pitoyable de la rock star éméchée un temps réfugiée chez les Helvètes et prompte en ce soir glorieux à colporter le message téléguidé de son maître à penser le nouvel ordre moral et social ; la voix oubliée de la toujours demoiselle d'Avignon requise un soir pour entonner l'hymne national devant la foule en liesse massée à la Concorde ; l'approximation langagière de l'ancien roi des tatamis reconverti dans le commentaire politique servile et plat pour émission de télévision sans originalité de soir de scrutin. Les messages font mouche dans les chaumières. « Nicolas Sarkozy aime sa famille et ses amis. Il ne peut donc pas trahir son pays », proclame le rocker pénétré de cette banalité insondable. « Nicolas Sarkozy est vraiment dans la proximité avec les gens », énonce le petit commis aux pièces jaunes préparant sa reconversion. On vérifiera la profondeur de cette proximité dès le lendemain sur la mer.

Vulgaire le bras d'honneur présidentiel fait au peuple que représente la cinquante croisière méditerranéenne. Une petite escapade familiale et maritime offerte par un ami désintéressé. Le bateau appartient à Vincent Bolloré, l'une des plus grosse fortune de France, et est immatriculé à Malte, un paradis fiscal sans aucun avantage pour les « gens de peu » mais providentiel pour les « gens de biens ». MM. Sarkozy et Bolloré jurèrent que les entreprises du second ne passent aucun marché avec l'État que va diriger désormais le premier. C'est faux ! Et de juteux marchés, même. La presse le fit savoir *illico presto*, du moins celle qui n'est pas aux ordres de MM. Lagardère, Pinault ou Bolloré, tous amis du nouveau Prince. Le peuple encore tout extasié n'en a cure. Il ne voit pas que dans la confusion entre le luxe de tout temps normalement légitimé et ce « tape-à-l'œil » grossier on se moque ostensiblement de lui. Il a oublié qu'en des temps pas si lointains on eût parlé de corruption.

Vulgaire la mise en scène millimétrée qui nous fut servie le jour du sacre officiel. Le baiser sur la bouche de l'épouse volatile administré sur le perron élyséen sera vite couché sur le papier glacé des magazines pour salles d'attente. Il est là le bon goût français, dans toute sa contradiction. On accepte de bonne grâce que le Président de la République ait une vie privée extraconjugale, parfois même une double vie, mais on détesterait assister à l'emménagement d'un chef de L'État célibataire forcé. Que voulez-vous ? Les gens aiment que l'on sauve les apparences. Le pouvoir, en haut lieu, a décidé qu'il aurait tort de ne pas se servir de ce faux-semblant avec abondance. La République se vautre à présent dans le banal le plus racoleur quand elle devrait savoir garder ses distances avec lui.

Ce début de quinquennat manque singulièrement de classe. Il va falloir s'habituer à cette « proximité » que la substitution de la culture de masse à la culture populaire a fini par produire.

Hier, les élites se tenaient à bonne distance du « *reality business* » dont elles se contentaient d'espérer qu'il parvienne à détourner la « populace » des vraies questions politiques. Maintenant, elles entendent l'utiliser activement. La manipulation des esprits les moins armés pour la résistance aux fausses évidences est lancée. Seule une éducation populaire digne de ce nom pourra relever le défi du redressement intellectuel. Alors seulement, la citoyenneté enfin conquise bannira l'alibi commode et illusoire de la proximité.

## 14 - L'ordre du phénix

Août 2007

La fonction présidentielle n'est plus ce qu'elle était. M. Nicolas Sarkozy la revisite chaque jour d'une manière qui probablement n'appartient qu'à lui. Certains médias de masse et quelques intellectuels parisiens d'on ne sait plus quelle rive saluent sans retenue le franchissement régulier des anciennes frontières de cette honorable fonction par son nouveau titulaire. D'autres qui refusent de céder au culte de l'idolâtrie la plus grossière se demandent où sont les limites de cet homme charismatique sans grande raison objective de l'être. Une chose nous réconcilie tous : il est incomparable.

La campagne électorale qui précéda le sacre avait certes donné le ton. Commencée au Mont-Saint-Michel, haut lieu de la Chrétienté, terminée au plateau des Glières, haut lieu de la Résistance, elle fut un empilement de références historiques hétéroclites destiné à forger le consensus réconciliateur garant de la victoire. On avait dit à M. Sarkozy qu'il fallait parler aux Français de la France qu'ils aiment, la France éternelle, celle dont on a tellement oublié d'où elle vient que l'on peut s'autoriser les amalgames les moins académiques et les incohérences les plus indécentes. Ainsi, dans les discours savamment tortillés du candidat, Bleus et Blancs se tapent mutuellement sur les cuisses, dreyfusards et anti-dreyfusards se font des papouilles, Jaurès et Barrès sont copains comme cochons. La réconciliation entre le nouveau président de la République qui réécrit l'Histoire et ses électeurs aimant qu'on leur raconte des histoires est consommée. La magie flasque des mythes a remplacé la consistance des conflits enracinés dans l'Histoire. La politique a cédé le pas au théologique, le profane au sacré, le réel au symbolique. L'Histoire par essence conflictuelle n'est plus qu'un instrument et la politique une affaire où la croyance a chassé la conviction.

La vidéosphère, le nouvel univers de l'image, en recouvrant progressivement la graphosphère, l'univers de l'écrit initié par Gutenberg, sert puissamment celui qui a appris à s'en servir habilement. Les médias audiovisuels ont sans cesse besoin d'élargir leur audience, c'est-à-dire leur marché, tandis que le Marché ne déteste rien tant que l'idée du conflit social. Le discours sur la France unie, enfin en paix avec son passé et construisant un avenir commun à tous ses membres, est donc naturellement chez lui dans cet univers de l'image construit d'abord autour de symboles simplificateurs et animé par le constant souci de l'instantané. Chaque fois qu'un homme important est dans l'œil de la caméra des millions d'anonymes sont touchés par le message brièvement délivré mais mûrement travaillé..

Si les messages doivent être brefs pour entrer dans le format de la turbo-communication, ils peuvent être fréquents pour peu que celui qui les délivre ait la volonté de paraître, tel le phénix, partout où on ne l'attend pas. L'inattendu est en effet un autre ingrédient de la recette. Un jour M. Sarkozy rend visite aux ouvriers d'Airbus et sert leurs mains calleuses devant l'opportune caméra, un autre jour ce sont les infirmières du service des urgences de l'hôpital de Dunkerque qui le voient débarquer pour quelques minutes de complicité filmée avec leur dur labeur. Comme dans la France enfin réconciliée avec elle-même on ne compte pas que des gens humbles, l'infatigable voyageur doit aussi se montrer dans les lieux les plus symboliques du monde de l'argent. Là, il se force probablement moins pour paraître naturel. Là, il retrouve ses vrais amis, ceux pour qui cette débauche d'énergie trans-sociale est finalement organisée.

À l'heure de la politique-spectacle dans laquelle la sophistication communicationnelle pollue l'exigence de l'information, on ne doit pas vraiment s'étonner de l'abus que le président de la République en fait. Cependant, la réserve à laquelle se doit de sacrifier l'occupant de la fonction suprême est mise à mal aujourd'hui au-delà de toute mesure, jusqu'à confiner au ridicule. Comment

ne pas être interloqué par la présence du président dans la voiture du directeur du Tour de France cycliste tout au long d'une étape – celle du Galibier – de cette épreuve chaque année plus propre que l'année précédente ? En ce jour de récréation alpine présidentielle le fond du gouffre médiatico-populiste a sans nul doute été atteint. Tel un vulgaire supporter assis au bord de la route, le chef de l'État répondit bon enfant et gouailleur aux questions profondes des journalistes sportifs fortement émus par cette présence qu'ils n'eurent sûrement pas l'audace de trouver surréaliste. Imagine-t-on qu'en leur temps MM. Giscard d'Estaing, François Mitterrand ou même M. Chirac aient pu se laisser aller à une telle attitude contre nature ? Nous pouvons croire sans peine qu'ils n'y songèrent jamais.

Ainsi va l'ordre du phénix. En occupant en permanence le devant de la scène à l'aide de scintillants colifichets, il permet que les vraies affaires de l'État et du Marché se poursuivent en coulisses. Une cure d'amaigrissement idéologique de vingt-cinq ans à laquelle divers gouvernements de gauche ont pris leur part active ne pouvait sans doute rien produire d'autre. Il est malheureusement à craindre que l'état de grâce, hier temporaire, devienne l'état stable du sarkozisme. Politique, reviens-nous !

## 15 - Les fruits sont mûrs

Septembre 2007

Aux vergers ensoleillés de M. Sarkozy les fruits arrivent à maturité. La généreuse cueillette tant attendue va pouvoir enfin débiter. La manne éminemment fructueuse que représente la cession aux marchands de sources potentielles de profit, protégées jusqu'ici de leur vorace appétit, va irrésistiblement tomber des cieus providentiels. La vente à l'encan du « bien commun » historiquement construit et profondément ancré dans le couple services publics/protection sociale est programmée pour des temps prochains. La complicité des médias dominants, l'atonie du mouvement social, la trahison de barons ou roitelets de la Gauche et l'inculture politique ambiante vont précipiter cette exécution capitale.

Le moment est donc venu pour la Droite radicale de satisfaire pleinement les exigences du capitalisme libéral : la protection sociale des salariés est un fardeau bien trop lourd pour la Nation, la gestion privée des risques sociaux sera beaucoup plus efficace. Il s'agit de mettre à bas – évidemment sans le dire - le principe fondamental de cette protection, la solidarité, en même temps que de faire outrancièrement l'apologie de l'efficacité de l'entreprise privée. Cette stratégie n'est certes pas nouvelle ; elle est à l'œuvre depuis un quart de siècle. La nouveauté tient dans la grande habileté de M. Nicolas Sarkozy à mettre en évidence, sur un ton mi-patelin mi-péremptoire, des oppositions supposées entre des catégories sociales désignées afin de remettre en cause de prétendus privilèges et avant de poursuivre l'érosion générale des droits des salariés le jour venu. Les étapes successives de ce processus de privatisation du bien commun sont complaisamment – voire servilement – accompagnées par les diatribes enflammées des éditorialistes occupant depuis des lustres le haut du pavé médiocratique. La stratégie du Président de la République et la rhétorique de ses zéloteurs – économistes ou journalistes - foisonnent d'erreurs flagrantes et de mensonges caractérisés, tous assénés comme des évidences indiscutables. La diversité des régimes de retraites et le financement de l'assurance-maladie sont deux exemples particulièrement éclairants de la vive accélération de la casse sociale.

La diversité des régimes de retraite est présentée comme une des raisons de la difficulté à financer les retraites en même temps qu'elle permet de désigner injustement à l'animosité populaire les bénéficiaires de règles particulières dans le calcul des droits à la retraite. Le comble du mensonge survient à propos de la question des annuités servant de base à la détermination de l'âge de la retraite et du montant de la pension de chacun. On fait mine de croire que le calcul de l'annuité est uniforme pour tous les régimes de retraites. Nombreux sont les futurs retraités qui pensent probablement que tous les salariés ayant travaillé une année à temps plein se voient attribuer indistinctement une annuité.. Rien n'est plus faux que ce truisme qui a servi à l'alignement des salariés de la fonction publique sur ceux du privé lors de la réforme Fillon. Ainsi, il est parfois plus aisé d'obtenir des annuités dans le privé que dans le public. Prenons l'exemple d'une mère de 3 enfants qui décide de travailler 8 ans à mi-temps pour les élever. Si elle est dans le privé, pour obtenir une retraite à taux plein il lui manquera 26 annuités. Si elle est fonctionnaire, il lui faudra travailler 33 années supplémentaires à plein temps. Les fonctionnaires sont-ils toujours de vils privilégiés ? Le prétexte de la diversité cache autre chose...

Un autre prétexte – celui du déficit chronique de l'assurance-maladie – est commodément utilisée pour dissimuler le dessein libéral. La mise en place prochaine de la franchise médicale est présentée comme un dispensable pour la lutte contre le déficit dont la prétendue irresponsabilité des assurés serait la cause principale. On prétend responsabiliser le malade en créant un « reste à charge » dissuasif de l'usage forcément abusif du système de soins. Comme les vraies raisons du

déficit de l'assurance-maladie sont ailleurs le déficit va continuer de croître bon an mal an. La future loi prévoyant que les franchises médicales seront régulièrement modulées en fonction de l'ampleur du déficit et que les mutuelles n'auront pas le droit de compenser la franchise, sauf à perdre l'avantage des exonérations fiscales sur les contrats, le « reste » à la charge des assurés ne pourra qu'augmenter au fil du temps.

Avec le refrain sur la responsabilité on envisage le « soin » comme une banale marchandise. « *Nous parlons d'assurance maladie ... Y a-t-il une seule assurance sans franchise ?* » (Nicolas Sarkozy - convention santé de l'UMP - 27 juin 2006). En escamotant habilement le mot *solidaire*, M. Sarkozy considère la protection sociale comme une simple question d'assurance commerciale. Pourtant, la consommation de soins n'est pas une consommation comme les autres, elle est subie et non choisie. Le soin relève d'un projet de société bien avant d'être une marchandise.

Derrière le rideau des prétextes les coulisses s'agitent du bruit des armes que fourbissent les promoteurs des fonds de pensions et les marchands d'assurances privées. Ils n'attendent plus que le lever de rideau pour jouer le dernier acte, celui du triomphe de la voracité financière sur la solidarité bienfaitante.

## 16 - Le camelot de l'Élysée

Décembre 2007

Chaque jour nous en persuade davantage : Nicolas Sarkozy est un homme aux multiples facettes .. Au théâtre on le considérerait comme un acteur de composition auquel on peut sans risques proposer tous les emplois. L'avenir nous livrera certainement la pleine étendue du registre scénique de l'acteur politique que dix-neuf millions de ses compatriotes ont plébiscité en mai dernier. Remarqué au début du mois de novembre sur l'esplanade de la criée du Guilvinec dans le rôle du Président capable de répondre, tel un chiffonnier, à l'insulte par l'insulte et le désir d'en découdre d'homme à homme, il travaille depuis d'arrache-pied son nouvel emploi de bonimenteur vantant les mérites de sa riche quincaillerie. Tantôt il va au loin chercher le client, tantôt c'est le client qui vient à lui. Chaque fois cependant il lui faut marchander avec des interlocuteurs âpres en affaires et souvent plus roublards que lui.

Si M. Sarkozy est le Président de tous les Français comme le dit la formule consacrée, il convient de ne pas oublier que certains de ces Français ont des intérêts particuliers à défendre et que ces derniers rejoignent parfois les intérêts supérieurs de la France selon une autre formule non moins consacrée. Dominés par la « finance internationale » qui assèche le Marché mais dont ils profitent par ailleurs et malgré tout, les grands patrons français sont à la recherche de débouchés nouveaux à l'étranger. Beaucoup d'entre eux ont un ami commun opportunément devenu Président de la République. Sans même être sollicité – on n'en attend pas moins d'un ami – le nouveau locataire de l'Élysée a endossé le costume du commis voyageur. Promu premier VRP de France, l'homme a tout de suite été à son aise. Du coup on comprend mieux les raisons de son élection printanière. Combien de citoyens désemparés et fascinés tout à la fois par trente années de politique spectacle n'ont-ils pas reconnu dans ce candidat délicieusement bavard le camelot emphatique qu'ils ont l'habitude d'écouter devant les Galeries Lafayette. Le chaland qui s'attarde et l'électeur qui vote savent apprécier le talent à sa juste mesure. Le bagout du bateleur, sa gouaille et sa bonhomie, sa gestuelle mi-comique mi-pathétique vous en donnent généreusement pour votre argent. On oubliera vite la tromperie sur la marchandise, tromperie découverte de toute façon quand il est trop tard.

M. Sarkozy est aussi devenu le Président de la République d'un pays qui se targue d'être la patrie des Droits de l'Homme et en cela même un phare pour l'Humanité.. Pourtant, il va falloir choisir car il ne semble pas possible de tout exporter. La mondialisation économique et financière est si dure qu'il ne faut pas se tromper de priorité. Pourquoi risquer de perdre un marché en taquinant bêtement le gouvernement chinois avec ce foutu respect des libertés fondamentales que l'on n'est pas même sûr de vouloir sauver chez nous ? Écartons donc cela et négocions. Parlons enfin gros sous. Une fois rangée au placard des vieux souvenirs la question qui aurait fâché les Chinois, on en découvre une autre qui fâche les Français. Les Chinois ne veulent pas acheter notre EPR, du moins ils ne sont plus très sûrs de vouloir l'acheter au prix demandé. Ils ont entendu dire que le seul réacteur nucléaire de ce type en construction actuellement en Finlande pose de sérieuses difficultés. Ils entendent dire aussi de la part de certains experts de cette forme d'énergie que cet EPR que la France s'échine à vendre n'est, tout bien pesé, pas si révolutionnaire que son promoteur Areva le proclame. Alors, négocions encore. Allez, c'est d'accord, on vous en construira deux pour le prix d'un. Si, si, ça s'est passé comme ça. Et les Jeux de Pékin seront radieux l'an prochain !

Et puis vint Kadhafi. Là on comprend que rien ne peut désormais interrompre la marche des affaires. Dans la balance du troc infâme de l'été dernier se trouvait sûrement la promesse d'une prochaine invitation officielle à venir en France pour le colonel devenu respectable. Après le « je

t'échange ma technologie nucléaire contre tes infirmières bulgares » voilà que l'on offre l'hospitalité de nos palais au dictateur libyen. La France, donc les Français, reçoit en grandes pompes celui qui réussit à obtenir la fourniture d'équipements nucléaires et un certificat de virginité monnayable à l'étranger contre la libération d'infirmières... innocentes. Oui, souvenons-nous en : les infirmières bulgares étaient innocentes du crime imaginaire qui leur était ignominieusement imputé.. Quel citoyen digne de ce nom peut-il trouver son compte politique et humain dans l'abjection de ces marchandages honteux ? Aucun. Seuls des individus à la moralité plus que douteuse s'en satisfont ou s'en servent à leur profit.

Pour que nous avalions l'amère pilule sans trop grimacer on nous ressort le sempiternel couplet de l'emploi. Dans une démocratie qui se respecte l'alibi de l'emploi ne peut pas servir à justifier le rapprochement avec la Libye de Kadhafi D'autant plus qu'il existe bien d'autres moyens de créer ou sauver des emplois. Là où il faut de l'imagination et une volonté de changer la marche de l'économie il est préféré le surf sur la vague médiatique et le sauvetage d'une économie à bout de souffle. Le comble du forfait tient en cela : Kadhafi n'a signé aucun contrat ferme, preuve que, pour lui au moins, l'enjeu de sa visite était ailleurs. Non content de ne rien avoir vendu, le camelot est cocu. Il se refera au prochain coup.

# 17 - Ploutocratie

Mars 2008

Il est un fait incontestable : la société française est en voie de ploutocratisation avancée. Les grandes fortunes grossissent, puissamment aidées en cela par le cynisme d'une politique fiscale des plus avantageuses. Les paravents de papier que sont l'aisance de la frange supérieure des classes moyennes et le faux-semblant d'une démocratie déconfite ne parviennent plus à nous dissimuler vraiment le pouvoir éhonté de l'argent. La collusion entre le pouvoir économique et le pouvoir politique est plus que jamais à l'œuvre sous le couvert de la double fatalité prétendue que constituent la libération salutaire de toutes les forces du Marché et le renoncement inévitable de la République à son devoir de solidarité envers les plus faibles. L'arsenal de la répression se met en place chaque année davantage pour permettre si besoin était de réprimer demain tout ferment de révolte populaire contre la ploutocratie. Le « talon de fer » magistralement décrit par Jack London en 1907 est en passe de trouver sa pleine vigueur concrète un siècle plus tard.

Les PDG de France sont les mieux payés d'Europe. En 2007, 77 % des grands patrons d'entreprises françaises ont vu leur rémunération s'envoler (1). Ainsi, la rémunération annuelle de ceux du CAC 40 dépasse les 6 millions d'euros en incluant les bonus et stock-options. Celle des dirigeants des sociétés les moins importantes du CAC 40 et des plus importantes de l'indice élargi SBF 120, atteint 2,6 millions d'euros. Quant aux patrons des plus petites entreprises du SBF 120, leur rémunération se situe tout de même à 882.000 euros. L'augmentation importante des rémunérations des grands patrons en 2007 provient surtout de l'explosion des bonus et de la valorisation des stock-options. Ces derniers ont augmenté de 48 % pour 58 % des 135 entreprises étudiées. Par ailleurs, un tiers des entreprises distribuent ces actions quelle que soit la « performance » du dirigeant, et de plus en plus de PDG bénéficient d'un « parachute doré » à percevoir au moment de leur départ. En 2007, ils n'étaient plus que 39 % à ne pas bénéficier de cet avantage suprême contre 60 % en 2006. Dans l'état actuel de l'évolution des pratiques et des discours néolibéraux on a peine à imaginer que cette spirale débridée connaisse un ralentissement dans les années à venir. Ce ne sont pas les médiatiques gesticulations parisiennes dirigées contre la branche pourrie de l'UIMM menaçant l'arbre du Medef tout entier qui y changeront quoique ce soit.

Le bradage du bien public aux intérêts mercantiles des entreprises privées ne peut qu'aiguiser le vorace appétit de l'élite patronale indécentement promotionnée par la médiacratie régnante. Citons trois exemples parmi tant d'autres... La réforme du livret A par laquelle on va dramatiquement compromettre le financement du logement social pour le plus grand bonheur de l'exacerbation de la concurrence entre les banques recherchant l'argent frais destiné à intensifier encore l'économie à crédit. La « révision » du statut de la Sécurité Sociale promise pour l'été prochain par laquelle on va entériner juridiquement le remplacement du risque collectif de santé (pris en charge par la communauté nationale) par le risque individuel (transféré aux marchands d'assurances privées) et la substitution de la TVA sociale aux cotisations patronales. L'instauration par M. Xavier Darcos de la commission chargée d'élaborer les stratégies d'adaptation de l'École à « la société de l'information », commission où 85 % des membres sont issus du marché de l'informatique et où les représentants de l'Education nationale ne sont qu'au nombre de quatre avec, qui plus est, des prérogatives très limitées. Tout cela ne peut que concourir puissamment au renforcement des oligarchies financières et commerciales, à l'affaiblissement des politiques publiques dans les domaines sanitaire, éducatif et social, à la fragilisation des groupes sociaux les moins favorisés.

Hélas ! c'est la classe politique dans sa grande majorité qui semble avoir définitivement

troqué le service de l'intérêt général contre l'empressement à satisfaire des intérêts très particuliers. Le franchissement répété de la ligne séparant le pouvoir politique du pouvoir économique insulte gravement l'idéal démocratique. Montesquieu le disait déjà. Notre époque le conforterait dans sa crainte : « Les politiques grecs qui vivaient dans le gouvernement populaire, ne reconnaissaient d'autre force qui pût le soutenir que celle de la vertu. Ceux d'aujourd'hui ne nous parlent que de manufactures, de commerce, de finances, de richesses, et de luxe même. Lorsque la vertu cesse, l'ambition entre dans les coeurs qui peuvent la recevoir, et l'avarice entre dans tous. » (2) La vertu qui a déserté le sommet de l'Etat n'est pas seulement remplacée par l'ambition ou la compromission, elle laisse aussi la place à l'arrogance et à l'autoritarisme. On le devine désormais : les hommes du pouvoir politique sont prêts à aller très loin dans la défense des privilèges qu'ils partagent avec les affairistes. Ils le feront sans sourciller en espérant l'adhésion irréfléchie du peuple comme Jean Jaurès l'avait lui-même si bien compris. "On ne connaît pas assez parmi nous la force des classes contre lesquelles nous avons à lutter. Elles ont la force et on leur prête la vertu ; les prêtres ont quitté la morale de l'église pour prendre celle de l'usine ; et la société tout entière, dès qu'ils seront menacés, accourra pour les défendre." (3)

Le peuple sera-t-il dupe longtemps ? Les élections municipales viennent de se tenir en France. Voici leur enseignement premier que la classe politique a fort peu commenté et dont la leçon ne sera probablement pas tirée de sitôt : depuis que les Français élisent leur maire, jamais leur abstention n'avait été si forte ! Et s'il s'agissait là d'une prémonition populaire à faire fructifier ?

1 - Etude de Hay Group publiée par le quotidien *La Tribune* du 12 février 2008.

2 - MONTESQUIEU, *L'ESPRIT DES LOIS*, Livre III, chap.3 (1748).

3 - Cité par Anatole France dans sa préface à l'édition de 1923 du *Talon de fer* de Jack London.

## 18 - Le monde en pente douce

Août 2008

Pendant que les hommes partout cultivent consciencieusement leurs passions petites et grandes, le principe de réalité du capitalisme global est possiblement à la veille de s'imposer contre les multiples tentatives modernes d'organisation politique de la Cité. Les passions sont bien commodes qui alternativement incarnent des rêves de changement, servent de paravents ou sont utilisées comme instruments au service de la poursuite du dessein général. Jamais plus qu'aujourd'hui la nécessité de dévoiler, par-delà les passions humaines, la véritable nature de la marche des choses ne fut un impératif de la Raison. Pourtant, il paraît peu probable que celle-ci puisse l'emporter à bref délai.

Entrons dans le vif de la confrontation présente entre la diversité des passions et l'unicité de la raison capitaliste. Jamais dans l'Histoire le capital n'a disposé d'une base aussi large qu'en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle pour dominer un « monde du travail » - et tout ce qui s'y rattache – devenu quant à lui de moins en moins uniforme, donc de plus en plus inorganisé. L'élargissement de la domination du capital que l'on nomme pudiquement mondialisation est principalement dû au renoncement progressif aux diverses possibilités de régulation économique et financière dont disposaient les puissances publiques nationales il y a encore un quart de siècle. Dans les pays démocratiques, la lente mais sûre « adaptation aux incontournables lois du Marché » s'est faite grâce à l'adoption de lois par des assemblées élues et non nécessairement à Droite. Ailleurs, ce sont des dictateurs assez souvent corrompus qui se sont attelés à cette tâche libératrice, fréquemment sous les injonctions conjointes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Les craintes affichées – à défaut d'être pleinement ressenties – de la globalisation s'exprimèrent dès la fin des années quatre-vingts par l'invention du concept de « gouvernance mondiale » et l'élaboration du discours informe qui lui est associé. Quand l'économie et la finance se mondialisent il conviendrait que leur régulation par des instances politiques soit elle-même mondialisée. Partout, les hommes de gouvernement et d'organisations internationales se mirent à pérorer et devinrent insatiables sur ce sujet qui pourtant demeura flou. Hormis l'inconsistance du contenu donné à la chose par ceux qui en parlent si abondamment une contradiction sauta vite aux yeux des observateurs naturellement méfiants ou franchement critiques : comment les Nations peuvent-elles en même temps renoncer toujours plus à leurs prérogatives d'orientation – voire d'organisation – de l'économie et réussir à concrétiser leur volonté proclamée de gouvernance planétaire ?

Le 21<sup>ème</sup> siècle commence fort mal. La dite gouvernance ne connaît pas le moindre début d'application concrète. Le G8 en témoigne à chacune de ses impuissantes réunions que l'on continue imperturbablement à nommer sommets, sans doute pour faire diversion. La circulation du capital sans aucune forme d'entrave met désormais en concurrence mutuelle les travailleurs du monde entier. Le « prêt de main d'œuvre » aux conditions du pays d'origine va se répandre, y compris dans l'Europe du Traité de Lisbonne comme l'annoncent déjà les récents arrêts de la Cour européenne de justice. En fait de gouvernance, ce sont les règles de fonctionnement et les principes de gestion des entreprises privées qui s'imposent partout. Mais, il y a pire encore : ces règles et principes sont désormais introduits dans l'Administration et les services publics par ailleurs souvent menacés par la privatisation. La « gouvernance privée » aux effets dévastateurs pour les sociétés humaines et les écosystèmes qui les font vivre est en passe de condamner définitivement le rêve de gouvernance politique. C'est *big mother* qui demain va forger nos destins individuels et collectifs.

Le monde glisse ainsi depuis trois décennies sur cette pente douce qui chaque année s'incline

davantage et pourrait devenir abrupte. De nombreux leurres sont lancés ou simplement favorisés pour distraire – dans les deux sens du mot – les multitudes en souffrance. Quand cela ne suffit pas – et cela suffit de moins en moins – on criminalise la misère, on punit les pauvres d’être nés ou devenus pauvres. Dans l’abdication générale des puissances – le mot est désormais impropre – publiques face à la sphère marchande privée, comment ne pas penser au temps d’avant l’invention de l’Etat quand les familles princières tenaient Gènes, Venise ou Florence. Chaque famille avait son armée, sa police, sa diplomatie... et une colossale fortune. C’était avant la démocratie. Les Lagardère, Arnaud, Bolloré, Pinault ou Berlusconi ne sont-ils pas un peu les Borgia d’une époque en voie de reféodalisation ?

Il est temps de ne plus se tromper de cible, de ne plus abandonner la proie pour son ombre distrayante. C’est bien à la raison capitaliste dévoreuse du bien commun qu’il faut s’en prendre, aux jouisseurs sans limites des fruits de cette raison qu’il faut s’affronter pour qu’une société meilleure advienne, pour que la planète reste un espace viable, pour que vivent d’autres valeurs que celles de ces princes à l’esprit étriqué. Alors, l’idéal démocratique aurait de nouveau un avenir.

# 19 - Etat de Droite

Décembre 2008

Nous étions prévenus : M. Nicolas Sarkozy promettait d'être l'homme de la rupture. Nous ne sommes pas déçus : trois ans et demi avant la fin de son premier mandat de Président de la République la promesse est déjà largement honorée. Trois ans et demi, quarante-deux mois, mille et deux cent soixante jours qui vont être autant d'occasions accordées au Prince qui nous gouverne de donner libre cours à son règne autoritaro-populiste incontesté. Nous étions en fait doublement prévenus car l'homme nous avait préalablement montré sa grande capacité à rompre avec les usages républicains lors de ses deux séjours au ministère de l'Intérieur. Seuls les naïfs ou les observateurs à la vue basse – deux catégories hélas fort nombreuses et souvent confondues – que la fonction présidentielle assagirait l'autocrate patenté. Nous savons désormais qu'ils se sont tous trompés.

Les actes transgressifs des principes de droit les plus élémentaires commis par des fonctionnaires pourtant garants de l'Etat de droit sont trop nombreux pour être pris comme épiphénomènes étrangers à un changement de climat politique. Gendarmes lâchant leurs chiens dans des salles de cours de collèges gersoises, patron de presse placé en garde à vue humiliante à la suite d'une plainte concernant une affaire sans aucun caractère de gravité, rafles d'enfants normalement scolarisés dont les parents ont comme seul tort d'être sans papiers, soumissions multiples au test ADN pour des brouilles... Tous ces dérapages contrôlés s'inscrivent dans un paysage fait tout à la fois de surveillance grandissante de la vie citoyenne et d'intimidation savamment orchestrée dans le but de décourager d'éventuels mouvements contestataires. Ne vous avisez pas de qualifier ce climat étouffant de préfasciste, vous pourriez rapidement le regretter !

Pour cacher la réalité de ce basculement vers un régime autocratique où prolifèrent les féodalités privées, petites et grandes, selon le bon vouloir du Prince, on amuse la galerie... marchande. Le bon peuple est assuré que le souverain et ses dévoués serviteurs ministériels veillent sur ses intérêts bien compris. Pour cela on lui propose la généralisation de l'ouverture des commerces le dimanche. Plus de répit dans la lutte pour la Croissance bienfaitrice. Plus de repos dominical au moment paradoxal où les gisements d'emplois s'assèchent dramatiquement. La manœuvre a réussi : de nombreux élus de gauche sont maintenant convaincus que cette mesure révolutionnaire va améliorer le quotidien des salariés les plus modestes. Le vrai résultat est évidemment ailleurs. La flexibilité – donc la précarité – de l'emploi en sera accrue ainsi que l'engraissement des gourmands actionnaires de la Grande Distribution. Les Mulliez et consorts déjà se frottent les mains. Martin Bouygues, un autre ami du Prince, a de quoi se réjouir lui aussi. À la demande de TF1, première chaîne privée de télévision dont il est propriétaire on va supprimer la publicité sur les chaînes publiques sans leur apporter les moyens de compenser cette disparition de ressources. On organise la poursuite du « moins disant culturel » pour satisfaire le « plus offrant financier ». Ce nouveau fait du Prince est bien sûr camouflé derrière un fatras de considérations sur la modernité de la mesure que l'on a enfin eu le courage de prendre.

Le néoféodalisme vivifié chaque jour davantage par l'Etat de Droite – pour ne pas dire de droite extrême – s'accompagne comme il se doit du rappel au respect des normes de l'ordre établi. Que des citoyens fassent la preuve de la viabilité de modes de vie ou de production alternatifs en marge des canons de la domination capitaliste est intolérable aux yeux des gardiens de l'Ordre. Ils seront désignés à la vindicte populaire trop facilement manipulable et à la promptitude des médias de masse à s'engouffrer fébrilement dans les voies étroites qui leur sont indiquées. Dans l'affaire – minuscule, avouons-le – de « l'ultra-gauche » ce qui est en cause vraiment n'est pas l'arrêt de quelques trains. Sur ce point le dossier est vide et les coupables fabriqués par une police dévoyée

sont un à un relâchés. C'est la manière de vivre de ces hommes et de ces femmes qui est jugée subversive au temps du marché omnipotent. Rendez-vous compte : à l'heure de l'urbanité générale ces gens vivent paisiblement sur le plateau de Millevaches, en très bonne intelligence avec la population de l'endroit, en se réappropriant la maîtrise de leur quotidienneté. Il faut discréditer ces pratiques d'un « autre âge » – peut-être celui de demain pourtant – avant qu'elles n'essaiment dangereusement. Et, par-dessus le marché (!), on les nommera terroristes. Que des paysans basques adeptes de l'agriculture durable s'organisent en une coopérative digne de ce nom quand ailleurs elles sont toutes devenues des rouages bien huilés de l'agrobusiness et l'Etat intente un procès sous le prétexte fallacieux d'une confusion entre le nom de ladite coopérative et la Chambre d'agriculture locale. Aucune tête – surtout quand elle se met à penser par elle-même – ne doit dépasser des limites définies par les acteurs dominants du système politico-médiatique mis au service de l'économie marchande financiarisée.

Les profiteurs de la nouvelle société féodale sont prêts à de nombreux reculs de la démocratie afin de préserver leurs privilèges de plus en plus exorbitants donc indécentes quand la misère progresse partout. Le temps est venu de se souvenir de nouveau de la prémonition de Cocteau : « Quand ils reculeront, ils ne reculeront devant rien. »

## 20 - La transition autoritaire

Juin 2009

Après une décennie de développement exacerbé du discours sécuritaire, nourri en France par des gouvernements de colorations différentes, le moment est venu de passer à l'étape suivante, celle du recueil des fruits généreux du nouveau gouvernement des citoyens par l'instrumentation de la peur savamment instillée aux tréfonds des esprits les moins critiques. Après les semailles sécuritaires voici enfin, pour la Droite débarrassée de tout état d'âme, le temps de la moisson autoritaire.

Le sentiment d'insécurité est aujourd'hui le point central du débat politique. Là se situe l'origine d'une dérive qui pourrait s'avérer fatale. Ce processus repose entièrement sur la confusion abondamment entretenue et instrumentalisée entre insécurité, phénomène relativement objectif car observable, et sentiment d'insécurité, phénomène essentiellement subjectif. Les hommes politiques, en particulier les élus locaux, n'ont que peu de prise sur l'insécurité qui très souvent se caractérise par de simples incivilités mais ils peuvent agir en revanche avec profit électoral sur le sentiment d'insécurité en suscitant de multiples peurs. Ils ne s'en sont pas privés, à gauche comme à droite. Le lien entre incivilités et sentiment d'insécurité s'est finalement imposé dans tout débat politique ou médiatique. Dans ce contexte dramatiquement irresponsable, la classe politique a poussé sur le devant de la scène une cohorte disparate d'ennemis de l'intérieur désignés à « l'opinion » comme les vrais responsables du délitement du tissu social et de l'intégrité républicaine. Ainsi, la figure de l'ordre intérieur a fini par se réduire à la guerre contre les franges dangereuses que représentent les banlieues honteusement livrées à leur dérive, les jeunes de « la racaille », les clandestins ayant l'outrecuidance de ne pas attendre patiemment d'être choisis, l'ultra-gauche paisiblement rassemblée autour d'une « bizarre » épicerie du plateau de Millevaches...

Face à de si nombreux ennemis, il faut agir promptement et sans faiblesse. La posture sécuritaire ne suffit plus. Elle va se muer en posture autoritaire. L'usage que « l'appareil » pénal fait de l'ensemble des possibilités répressives que lui offre la loi en est la preuve. Le nombre de gardes à vue n'a jamais été aussi élevé : 578 000 personnes, résidant en France et âgées de plus de 13 ans, ont été placées dans cette inconfortable situation en 2008. Le nombre impressionnant d'incriminations pour outrage à agent de la force publique connaît lui aussi une croissance exponentielle. Les prélèvements d'ADN sont devenus monnaie courante dans les milieux militants, qu'il s'agisse des faucheurs de maïs transgéniques ou de jeunes « anti-Otan », sans oublier les étudiants. La catégorie de « délinquant » s'est particulièrement étendue, grâce au déploiement du filet pénal rendu possible par la levée d'inhibition que le « 11 Septembre » a constitué dans l'escalade des politiques de sécurité.. La logique du risque, développée par Nicolas Sarkozy et ses plus fervents lieutenants, ne s'intéresse plus seulement aux délinquants, mais à tous les présumés délinquants, tous venant gonfler les innombrables fichiers informatiques devenus incontrôlables. La loi sur la rétention de sûreté qui vise à maintenir enfermés des criminels ayant purgé leur peine mais considérés comme « potentiellement dangereux », est l'une des plus fortes illustrations de la transition autoritaire. Tout ce fatras répressif est placé sous les auspices de la sécurité promue premier des droits. Telle est la racine de la dérive liberticide.

Le pire est alors prévisible. Notre ministre de l'Intérieur prépare discrètement un texte fondé sur un projet de loi signé du Premier ministre et du ministre de la Défense, prêt depuis le mois d'octobre 2008. Il s'agit de la loi 1216 de programmation militaire pour la période 2009-2014 : un texte presque anodin s'il ne prévoyait, dans son article 5, de redéfinir tout ce qui touche à la sécurité intérieure. Une fois la loi votée, le texte « secret » de MAM autorisera la publication de divers

décrets permettant de poursuivre, entre autres, les militants écologistes et associatifs lorsque, par leurs actions, écrits ou propos, ils mettront en cause « les intérêts de l'État ». Ces intérêts comprendraient notamment ce qui concerne les centrales, les transports et le stockage des déchets nucléaires, mais également les implantations industrielles classées « Seveso ». Ce texte aurait aussi comme conséquence d'aggraver les peines encourues par les faucheurs d'OGM, car il permettrait de poursuivre les individus et les associations mettant en cause les intérêts économiques stratégiques du pays.

La transition autoritaire n'est par définition qu'un passage vers un autre état susceptible d'être plus terrible encore. En combattre les manifestations est un devoir. En comprendre les racines est une nécessité.. Opposer à cette vision du monde mortifère la perspective globale d'une autre manière de « faire société » est un impératif absolu. « Ceux qui abandonnent une liberté essentielle pour une sécurité minime et temporaire ne méritent ni la liberté, ni la sécurité », disait Benjamin Franklin. Comme il parlait d'or ! Saurons-nous nous protéger des orages annoncés ? Aurons-nous la force de nous débarrasser des hommes et des femmes de pouvoir qui, par un rabougrissement de la pensée politique, se déshonorent et nous déshonorent tout à la fois ? Hélas, il semble que pour l'heure beaucoup « d'honnêtes citoyens » choisissent la valse-hésitati

## 21 - Mortel travail

Octobre 2009

L'un des signes majeurs de la décrépitude du politique entamée voilà trois bonnes décennies est la grande capacité des élites gouvernantes et intellectuelles à prendre le citoyen pour un crétin. L'exemple du travail et de ses avatars morbides actuels va nous offrir l'occasion de dépeindre une réalité peu flatteuse pour la « clique néolibérale » si prompte à culpabiliser les gens de peu et les cadres rétifs, tous accusés de faire prendre du retard à « l'entreprise France ». Les « suicidés du travail » n'ont pourtant rien pour nous étonner. La croissance très sensible de leur nombre encore moins. Avoir le culot monstrueux de parler à cet égard d'une mode comme l'a fait M. Lombard, patron impitoyable de France Télécom, révèle de façon magistrale une époque déboussolée et une économie criminogène construite patiemment depuis la fin des années 1970. La fausse naïveté n'est donc pas de mise en la dramatique circonstance ; elle est une insulte à la mémoire des victimes du travail, à la douleur de leur famille et de leurs collègues se débattant encore dans le piège duquel la mort les a, eux, enfin délivrés. Terrifiante réalité !

Est-il vraiment nécessaire d'inventorier les si nombreux ingrédients qui ont contribué à façonner le monde du travail tel que le rêvait le Medef et tel que le loue les économistes orthodoxes ? La feinte et indécente surprise de trop nombreux observateurs nous incite à un bref passage en revue. Le fort développement conjoint de la flexibilité du travail et de la précarité de l'emploi, l'individualisation des rémunérations et des carrières au service de la concurrence entre salariés, l'acceptation de conditions de travail dégradées par des salariés craignant le chômage, la suspicion généralisée envers les arrêts de travail pourtant très majoritairement justifiés, l'introduction brutale des méthodes managériales privées dans les services publics, les atteintes répétées à l'expression du droit syndical et l'intimidation caractérisée envers les velléités d'adhésion syndicale des salariés dans les entreprises de taille modeste, etc. Tel est le funeste florilège des bouleversements subis dont le but unique déclaré – mais jamais clairement défini – est la recherche systématique de l'Efficacité.. La capacité de travail des salariés est bel et bien redevenue en quelques décennies une marchandise vulgaire dont il convient de tirer tout le parti au nom du prétexte commode de l'impitoyable concurrence internationale.

Les éternels étonnés toujours tombés de la dernière pluie ne devraient pas pouvoir plaider l'ignorance. Ils sont souvent de grands lecteurs ou devraient l'être au regard de leurs éminentes fonctions. Il semble qu'ils ne lisent pas les bons livres et les bons rapports ! Cela fait déjà dix ans que Christophe Dejours a alerté l'opinion avec son ouvrage remarquable de lucidité sur le présent de l'époque et d'inquiétude pour l'avenir. « Souffrances en France » avait comme sous-titre « la banalisation de l'injustice sociale ». On a tellement sombré dans le banal qu'une vague de vingt-cinq suicides dus au travail parmi les salariés d'une seule et même entreprise peut aujourd'hui être présentée par son PDG comme une simple mode impulsée par la médiatisation de « quelques accidents de parcours » inévitables au temps de l'adaptation des structures productives. Il y a beau temps également que Jean-Pierre Le Goff a publié « la barbarie douce » renforcée elle aussi par un sous-titre sans équivoque : « la modernisation aveugle de l'école et de l'entreprise ». Mais dans un monde tout dévoué au commerce et au business, qui s'arrête sérieusement sur les écrits d'un psychiatre spécialisé en pathologies mentales du travail ou d'un sociologue à l'indépendance d'esprit ? Qui en fait une lecture suffisamment attentive et objective dans le but d'aider à enrayer les dérives mortifères clairement dénoncées par des hommes scrutant les méandres tortueux de la société marchandisée ?

Nos innocents aux mains coupables de ne pas avoir agi et au cerveau totalement occupé par la

vulgate néolibérale ont encore moins lu les rapports alarmants du Collectif des médecins du travail de Bourg-en-Bresse. Chaque année depuis 2000, ils nous alertent inlassablement eux aussi sur la double difficulté d'exercer leur métier – ô combien indispensable dans le contexte de dégradation grave des espaces de travail – et de faire reconnaître la pertinence du concept de « santé au travail ». Des professionnels à la conscience chevillée au corps et qui ne confondent pas le serment d'Hippocrate avec un sermon hypocrite servi trop souvent au travailleur forcément flemmard. « D'abord ne pas nuire » au salarié n'est malheureusement pas le credo de trop nombreux médecins du travail qui préfèrent ne pas nuire au patronat.

Hélas ! le pire semble à venir. Le gouvernement Fillon sous insistance du Medef souhaite réformer la médecine du travail dans un sens bien peu progressiste. Les médecins du travail n'assureraient plus officiellement le service de santé au travail, mais seraient remplacés par un nébuleux « service de santé au travail » (SST). La « pénurie » de médecins du travail serait entérinée puisque infirmiers, personnel médical, médecins de ville s'y substitueraient. Les visites avec de vrais médecins du travail n'auraient plus lieu que tous les quatre ans « sur demande » et si « l'infirmier en santé au travail évalue le besoin de voir le médecin du travail ». La visite d'embauche aurait désormais un but de sélection et d'éviction. Actuellement, l'aptitude et l'inaptitude se définissent exclusivement en fonction des risques pour la santé du salarié à son poste de travail. L'aptitude deviendrait, comme sous Vichy, « l'absence de contre-indication physique ou psychique à la tenue par le salarié du poste de travail » et l'inaptitude comme « la contre-indication physique ou psychique entraînant une restriction pour le salarié de remplir une ou plusieurs tâches liées à son poste de travail ». Les mots « santé » et « risques » ne figurent même plus dans la définition de l'aptitude. Et tout cela avec des SST ayant des conseils d'administration où les employeurs disposent des deux tiers des sièges !

Aucun syndicat n'a accepté de signer ce texte en l'état, texte qu'il convient de qualifier de scélérat puisqu'il intervient au moment où au lieu de démanteler la médecine du travail il faut impérativement la renforcer. Terrifiante réalité, vous disait-on !

## 22 - Éric le brun

Janvier 2010

Les époques noires ont leurs serviteurs volontaires. L'actuel ministre français de l'Immigration et de l'Identité Nationale est de ceux-là sans l'ombre d'un doute. Il ne fait non plus aucun doute que l'Europe entre aujourd'hui de nouveau dans une des périodes les plus sombres de son Histoire moderne. Il se pourrait bien que sur cette pente inexorable vers l'abîme les événements du vendredi 8 janvier dernier à Rosarno marquent une étape décisive. M. Eric Besson est l'un des plus ardents partisans de « l'Europe forteresse » et de ses conséquences funestes pleinement assumées. En même temps, il est l'une des figures les plus emblématiques de la crise morale et politique que traverse l'Europe – et en particulier la France – depuis deux décennies.

Qui peut déceimment nier que « la bête immonde » est de nouveau bien vivante en des endroits du « vieux continent » de plus en plus nombreux. Non contentes d'être déjà impuissantes à porter remède à la crise économique, les classes politiques européennes jouent dangereusement avec le penchant populaire consistant à accuser l'étranger pauvre de tous les maux. Elles ne le font pas toutes au dernier degré mais toutes le font. On a commencé par affirmer qu'il existait en nos sociétés éminemment démocratiques des profiteurs. Des riches s'enrichissant sur le dos courbé des pauvres ? Que nenni ! Des pauvres privés d'emploi prétendument responsables de leur inactivité, négligeant de se lever tôt comme les gens honnêtes et courageux, osant pourtant se servir des protections de l'État social en perte de vitesse programmée. Une fois que les opinions publiques sofressement et chazalement influençables sont majoritairement convaincues que la société entretient une foule de profiteurs, le discours sur le Profiteur venu d'on ne sait où passe comme une lettre à la poste. Sans effort, on affirme ensuite que l'identité nationale est en péril et qu'il est urgent et vital d'en débattre. Il faudrait pourtant se souvenir d'un ancien appel à l'idée d'espace vital. C'était un autre avatar de notre Histoire. C'était déjà en Europe. L'issue en fut fatale pour des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

M. Besson épouse consciencieusement son époque, au prix du mensonge et de la malhonnêteté. Mais pas au prix du renoncement d'idées premières comme certains observateurs mal avisés le supposent en référence à son ancienne appartenance au Parti Socialiste. Cet homme n'a renoncé à rien. Il n'a jamais été généreux. Il attendait son heure. Elle est enfin venue. Ce qui est troublant dans sa parenthèse « socialiste », c'est qu'on le laissa faire, se construire une personnalité grâce à des fonctions respectables au sein du deuxième parti de France. Il y était l'un des économistes en chef, en charge de l'importante question de l'emploi. Et personne n'aurait rien remarqué de sa posture plus que droitère ? Un parti franchement ancré à gauche n'aurait assurément pas laissé passer ça. C'est bien qu'il y avait là des identités de vues sur des sujets essentiels. Ainsi naît et prospère une crise morale, par contagion des idées sales et affaiblissement progressif des capacités à y résister. C'est d'abord à l'aune de l'indifférence au chômage et à la souffrance au travail que le tribunal de l'Histoire jugera un jour ces hommes-là pour comprendre comment ils purent dans une Europe potentiellement riche établir un tri mortifère entre des êtres humains.

Un jour du début de l'année 2010 vint Rosarno. Dans cette ville de Calabre où la 'Ndrangheta, la plus sanglante des mafias italiennes, organise la totalité du travail au noir de l'agriculture, la population autochtone s'est déchaînée contre des travailleurs immigrés ayant osé se rebeller contre leur sort misérable. Cette chasse à l'étranger a fait des dizaines de blessés parmi les immigrés. Des centaines d'autres ont fui la région avant que Roberto Maroni, le Ministre de l'Intérieur issu de l'extrémiste Ligue du Nord, annonce l'expulsion des travailleurs étrangers

impliqués dans les événements. Payés vingt euros par jour pour douze ou quatorze heures de travail à récolter les agrumes, ce sont eux que l'on désigne comme les coupables. Bien sûr, la plupart des Italiens sont traumatisés par l'affaire. Certes, Benoît 16 a protesté. Mais, cette affaire dépasse de loin la Calabre, elle concerne tous les Européens. Sur fond de délitement social généralisé, on n'osera pas mettre sa main au feu que cela ne puisse se produire ailleurs demain. Chez nous, les travailleurs sans papiers surexploités sont pour l'instant plus que dociles. Qu'il leur prenne la mauvaise idée de perdre leur calme... M. Besson saura leur rappeler que les lois de la République que le patronat ne respecte que trop peu ne sauraient être transgressées par des individus que la France ne fait que tolérer sur son sol.

Le débat officiel sur l'identité nationale orchestré depuis deux mois par M. Besson a libéré la parole, souvent pour le pire des discours. Le risque est grand désormais que la parole ne suffise plus aux franges de la population « blanche » les plus prompts à châtier les coupables qui leur sont désignés.

## 23 - Ord(u)re

Août 2010

Le vrai franchissement de la ligne annoncé dès l'avènement du sarkozysme est désormais consommé. C'est arrivé en pleine torpeur estivale de « l'opinion ». Cela faisait longtemps que la ligne des libertés républicaines était fréquemment mordue sans protestation suffisante du corps social. Pour satisfaire son désir maladif d'ordre M. Sarkozy choisit enfin de faire tomber la France dans l'ordure. Alors, tous les prétextes deviennent des aubaines. Ceux qui ne voient là qu'un calcul électoral se trompent dangereusement. C'est bien la nature profonde d'un lent effondrement des valeurs démocratiques orchestré de longue date qui se dévoile ici.

La France est donc revenue à des heures sombres de son histoire. Cependant, n'oublions pas que les notions d'ordre et de désordre sont en large partie subjectives. Leurs représentations sont des constructions sociales où la dimension idéologique joue un rôle plus ou moins grand selon les époques. Objectivées par le Droit, ces questions n'en demeurent pas moins dépendantes de la pensée des hommes qui gouvernent et de l'état d'esprit d'une société prise dans son ensemble à un moment donné. Les périodes les plus noires dans l'histoire d'une nation sont celles où des catégories sociales sont volontairement dressées les unes contre les autres. Ainsi, ce que l'on nomme le sarkozysme est d'abord le recours systématique au jeu dangereux de la stigmatisation. La France qui se lève tôt contre celle qui ne se lève pas, les vrais jeunes contre « la racaille », les « bons » parents contre les parents indignes, autant d'exemples d'une posture adoptée par M. Sarkozy, d'abord comme ministre de l'Intérieur, puis comme Président de la République depuis mai 2007. Ce qui ne fut longtemps guère plus qu'une rhétorique – aux effets néanmoins dévastateurs à long terme – insuffisamment prise au sérieux, trouve logiquement son aboutissement en actions publiques ciblées en ce début de quatrième année du mandat présidentiel. Désormais, les esprits sont mûrs pour la mise en œuvre d'idées neuves, en fait exhumées du passé trop vite oublié. Le passage à l'acte n'est jamais soudain. Il est le résultat d'une lente maturation au cours de laquelle les esprits apprennent à accepter facilement ce qu'hier ils rejetaient sans efforts. Avant que l'on arrête en masse les Juifs dans l'indifférence quasi générale la rhétorique haineuse des années trente avait pris la peine d'en faire d'odieux profiteurs, des ennemis de l'intérieur. Les « gens du voyage », les roms et les mauvais « Français de papier » semblent devoir les remplacer aujourd'hui dans des amalgames indignes d'une démocratie se prétendant savante.

Cet automne le Parlement pourrait faire évoluer le Droit français vers des horizons funestes, des lois particulières visant certaines catégories de Français pourraient être adoptées. Il faut remonter à Juin 1940 pour rencontrer pareille ignominie avec les dispositions législatives frappant les Juifs, les Tziganes, les homosexuels. Si le pire devait advenir en un tel retour actif à notre honteux passé les historiens de demain, à l'instar de Marc Bloch en son temps avec son « étrange défaite », se pencheront sur le tissu des responsabilités ayant conduit au désastre. Oui, nous sommes en train de vivre une nouvelle défaite, défaite des idées, de la République, de l'Homme. S'il s'avère de façon de plus en plus certaine que le sarkozysme est très marqué par l'état pathologique de son acteur principal on ne saurait réduire le présent effondrement à la seule volonté d'un homme. M. Sarkozy est l'homme d'une époque. Le terrain de sa dramaturgie lui a été préparé de longue date par une suite interminable de renoncements aux idéaux légués par le Conseil National de la Résistance et tout ce que le modèle social français lui doit. Le néolibéralisme, en libérant essentiellement les forces de l'économie, a exacerbé toutes les tensions sociales et aggravé dramatiquement les inégalités socio-économiques. Le patronat revanchard, tellement apprécié de M. Woerth, a recouvré toute sa capacité de soumission du salariat. La société est disloquée, les frustrations immenses. Les boucs émissaires n'ont plus qu'à entrer en scène.

Déjà les vieux démons se déchaînent. D'abord par la surenchère verbale à laquelle se sont livrés tout l'été « les petits barons » du sarkozysme

A propos, entre autres incongruités, de la dénaturalisation des « français récents ». Ensuite par la sauvagerie d'une police conditionnée et se sachant désormais à l'abri de toute enquête objective sur ses agissements. De l'évacuation tragique d'une barre de la cité des Quatre Mille de La Courneuve au guet-apens plus que violent tendu à une manifestation bon enfant des pompiers niçois en passant par le siège quasi militaire de la Villeneuve à Grenoble, le mois de juillet fut le mois de la police débridée. Mais, si la police est malade, c'est que la société qui la porte l'est avant elle. Ne nous habituons pas à cette barbarie d'Etat en milieu démocratique. Démocratique ? Il est probable qu'au cours des deux ans qui viennent ce mot ne perde encore de son contenu. Bientôt, nous devons nous compter, contraints que nous serons de choisir notre camp. Celui de la Résistance aux nouveaux barbares.

## 24 - Quand la police veut faire la loi

Décembre 2010

Le processus de transition autoritaire, à l'œuvre en France, affiche chaque jour davantage l'évidence de sa sombre réalité. Celle-ci vient de prendre un tour des plus dangereux : la contestation ouverte d'une décision de justice par la hiérarchie de la police et par le ministre de l'Intérieur lui-même. Le politique semble ainsi ne plus se contenter d'entraver en amont « la marche de la justice » mais s'autoriserait désormais, en aval des jugements rendus, à jeter le discrédit sur des magistrats accusés de préférer la fidélité à leurs convictions politiques plutôt que l'application « raisonnable » de la loi. Nous ne sommes plus dès lors dans la simple transgression – consommée depuis longtemps – du principe de la séparation des pouvoirs chère à Montesquieu. Nous sommes entrés dans l'ère de l'intimidation publique de la Justice et du soutien inconditionnel accordé à la Police. Notre pays sort définitivement de la démocratie pour un ailleurs qu'il est permis de prédire funeste.

Rendez-vous compte : le tribunal de Bobigny a osé condamner à des peines de prison ferme sept policiers s'étant rendus coupables de pratiques fort peu conformes au code de déontologie de leur profession. Le tohu-bohu déclenché par ce jugement ne concerne pas la culpabilité des « représentants de l'ordre » qui ne fait pas de doute mais en ceci : l'ampleur des peines prononcées devrait entraîner la radiation des fonctionnaires incriminés. Pourtant, le magistrat n'a en rien outrepassé ses prérogatives puisqu'il est resté dans les limites des peines encourues en pareille affaire. Une peine de six à douze mois de prison, pour des policiers qui, en produisant de manière délibérée et concertée un faux témoignage sur un accident causé en réalité par un des leurs, ont fait accuser un innocent et lui ont fait encourir la prison – ferme – à perpétuité avec, au passage, un tabassage en règle pendant la garde à vue. Quelques mois de prison pour avoir tenté de faire emprisonner à vie un innocent : nous sommes loin de la peine maximale prévue par la loi pour un « faux en écriture publique commis par une personne dépositaire de l'autorité agissant dans l'exercice de ses fonctions », à savoir quinze ans de réclusion criminelle et 225 000 € d'amende.

Le juge a peut-être été cependant agacé par la manifestation, durant trois heures devant le tribunal le jour de l'audience, de deux cents collègues des prévenus. On ne saurait tout de même reprocher au juge de ne pas considérer ce soutien maladroit, bruyant et autorisé (!) d'une partie de la profession se sentant attaquée comme une circonstance atténuante susceptible de profiter aux coupables. Sitôt prononcé, le jugement déclencha l'ire de plusieurs syndicats de policiers. Et du ministre de l'Intérieur qui parla « de sanctions disproportionnées ». On parla abondamment « des juges beaucoup trop complaisants à l'égard des délinquants » comme pour justifier que la police, énervée par ce laxisme supposé, se laisse aller à des dérapages finalement bien excusables. Le ministre de la Justice tarda à apporter un démenti à cette suspicion des plus populistes si conforme à l'air du temps. On accusa le magistrat de Bobigny d'avoir rendu « un jugement politique au mépris de la nécessaire efficacité sociale des décisions de justice »... Enfin, on oublia superbement que depuis une petite dizaine d'années le contexte politique – justement – est au durcissement conjoint de la Justice et de la Police faisant entrer notre pays dans une transition autoritaire liberticide.

Parlons donc un peu de l'efficacité sociale des sanctions. Cette question est, n'en déplaise à certains syndicalistes de la police, éminemment politique. L'instauration des « peines planchers » est un impératif ordonné au juge de condamner systématiquement à une peine d'emprisonnement tout délinquant et empêche d'envisager de possibles alternatives à la prison. C'est peut-être pour épargner aux juges la recherche individuelle de solutions adaptées que l'on durcit et uniformise le code pénal. L'arsenal des peines de substitutions tels les travaux d'intérêt général, est si dérisoire

qu'il est sans doute préférable de réduire à l'extrême le nombre des éventuels bénéficiaires. Les trois-quarts des détenus n'ont rien à faire en prison, du moins dans sa conception inamovible depuis plusieurs siècles en France. Des rapports internationaux stigmatisent régulièrement le lamentable état de nos prisons desquelles le moindre des petits délinquants risque de ne pas sortir indemne. Alors, qui fait de la mauvaise politique ? Qui n'est pas efficace socialement ? Les juges qui punissent des policiers devenus criminels ou les artisans d'un ordre pénal aveugle aux souffrances d'une société fracturée ?

Nous sommes ici désormais : Brice Hortefeux s'est rendu complice d'un crime en témoignant du haut de sa fonction son soutien indéfectible aux sept policiers condamnés. En déclarant que ce sont « les délinquants qu'il faut poursuivre et non les policiers » il place ces derniers au-dessus de la loi et considère qu'ils ne sauraient être des délinquants. Cela revient à dire que la police peut aujourd'hui faire la loi. Pourtant, il ne faut pas se tromper de cible : c'est la France qui est malade et non son seul ministre de l'Intérieur. Ainsi, plusieurs dignitaires du Parti Socialiste ont dit comprendre les policiers dans cette affaire. Et que dire de l'opinion publique...

Populisme, quand tu nous tient !

## 25 - La voix de la France

Février 2011

Un homme dit un jour que nous avons la Droite la plus bête du monde. On ne se souvient pas bien de son nom ni du moment précis où il prononça sa sentence. On sait en revanche qu'il parlait de la France. Du temps a passé depuis et force est de constater que le mal – probablement endémique – n'a fait que croître et embellir. Avec « l'affaire tunisienne » dans laquelle ils sont embourbés jusqu'au coup tordu, Michèle Alliot-Marie et ses indéfectibles soutiens portent la bêtise politique au firmament. Hélas ! Il est à craindre que ladite bêtise déborde des limites de la Droite dans ce dossier comme dans d'autres. Voilà beau temps que la voix de la France manque de volume. Avec son actuelle ministre des Affaires étrangères la France devrait appliquer un sage principe : quand on ne parvient plus à se faire entendre, mieux vaut se taire. Qui osera faire taire Michèle Alliot-Marie et ses mensonges éhontés ?

On a fini par comprendre que MAM s'occupe aussi d'affaires étrangères, étrangères aux Affaires étrangères. Ce n'est pas fortuitement qu'elle a voyagé à quatre reprises au mois de décembre dernier à bord du jet privé d'Aziz Miled, homme d'affaires tunisien proche du clan Ben Ali. Elle l'a fait en compagnie de ses parents âgés de 94 et 92 ans qui se rendaient en Tunisie afin de conclure une affaire avec Aziz Miled. Bernard et Renée Marie possédaient en effet depuis des années 13 % du capital de la SCI Ikram détenue par Aziz Miled . À Tabarka, le 30 décembre, ce dernier a cédé au couple Marie la totalité des parts qu'il possédait dans Ikram. À cela rien d'illégal. Et puis, il était sans doute temps que les parents de notre ministre songent à se mettre à l'abri du besoin avant d'atteindre leurs vieux jours ! Cet avatar de plus dans la longue histoire des conflits d'intérêts est pourtant riche d'enseignements. On y voit d'abord que les liens qui unissent Michèle Alliot-Marie et Aziz Miled ne sont pas que des liens d'amitié. Si ça se trouve l'amitié n'a rien à faire dans l'affaire. Ne le dit-on pas du reste : les affaires et les sentiments sont étrangers les unes aux autres.

L'escapade de Tabarka en compagnie de l'homme d'affaires tunisien n'avait donc rien de fortuit. Il était forcément prévu de longue date : on ne cède pas une société tunisienne à des étrangers – fussent-ils des amis intimes – sans devoir s'acquitter de formalités préalables. La confusion des genres est ici patente : le haut de notre classe politique est tellement intriquée dans le tissu des relations qui l'unit au monde de l'argent que beaucoup de ses membres sont devenus incapables de séparer la défense de l'intérêt général incarnée par leur mission politique officielle et l'aide au renforcement des positions économiques ou financières de leurs amis avec lesquels ils partagent une longue histoire. Pire, certains ne sont plus conscients qu'il existe là un mélange des genres incompatible avec l'idée démocratique. Michèle Alliot-Marie n'a-t-elle pas fait cette déclaration ahurissante : quand je suis en vacances je ne suis pas ministre. Nous avons su depuis qu'il s'agissait de vacances... d'affaires qui ne devraient pas intéresser les Français puisqu'il s'agit de vie privée.

Plus grave est l'autre mensonge de la responsable de la diplomatie française. Contrairement à ses affirmations, Michèle Alliot-Marie s'est entretenue avec le Président Ben Ali par téléphone dix jours avant de proposer au régime tunisien en mauvaise posture l'aide de la police française si renommée pour son efficacité. Là encore, l'amie du régime tunisien tenta face aux réactions indignées que ne manqua pas de provoquer cette proposition scandaleuse de justifier cela par son intérêt marqué pour la sécurité du peuple tunisien. François Fillon était probablement tenaillé par le même souci de la santé des Tunisiens quand il autorisa peu de temps auparavant l'envoi de plusieurs dizaines de tonnes d'armement destiné à la police de Ben Ali. La vérité commande de dire

qu'à un moment donné, ces gens étaient prêts à aller très loin dans le soutien de la France à un régime hyper corrompu et antidémocratique. Heureusement pour les Tunisiens, comme ces mêmes gens étaient incapables de comprendre ce qui se jouait dans les rues de Tunis, ils finirent un jour par tomber de leurs nues dorées et accepter d'un coup la chute du régime si longtemps salué comme « un modèle pour les pays en développement ».

C'est à Dominique Strauss-Kahn, digne représentant de la Gauche officielle, que l'on doit cette dernière ânerie péremptoirement lancée en 2008 quand tant de brillants esprits pensaient que le système Ben Ali était indestructible et ne voyaient jamais lors de leurs fréquents séjours en Tunisie les innombrables flics en civil arpentant le macadam des villes quadrillées. Il sera un jour Président de la République, histoire d'assurer la continuité de la voix de la France. Ainsi va « la démocratie représentative de marché » pour reprendre l'expression d'André Tosel, cet autre système dont la Révolution du jasmin – et peut-être celle d'Égypte – va accoucher pour le plus grand profit des oligarchies de la mondialisation capitaliste. Ces pays – à défaut de leur peuple – auront appris la nouvelle discipline inculquée par les experts du FMI. Le champ clos des affaires sera à nouveau sécurisé. Le printemps arrive ; il ne sera pas uniquement arabe. Déjà les touristes argentés font leurs valises !

## 26 - Ils vont encore attiser le feu

Mars 2011

Il leur reste douze mois. Douze mois pour sauver leurs meubles vermoulus, ceux d'une République redéfinie à l'aune d'un passé mythifié et forcément révolu, d'une République qu'ils refusent de faire vivre par tous et pour tous. Douze mois à durcir le ton, la loi, le mépris à l'égard des humbles, la fêrule des patrons. Et tout cela dans l'espoir de reconquérir leur électorat privilégié qui s'en va vers l'extrême droite ou prendre à l'extrême droite tout ou partie de son électorat de prédilection. Les naïfs de mai 2007 depuis longtemps cocufiés sont perdus d'avance pour cette droite extrême. On tentera bien d'empoigner quelques bonnes grosses ficelles pour les rattraper mais sans y croire vraiment. Oui, leur seule chance, croient-ils, c'est le pied de fer dans la botte de velours.

Nous parlons de la France. Comment pourrait-on ne pas la reconnaître, même en usant de mots couverts comme pour conjurer l'effroi qui nous gagne. Nous parlons de la clique sarkozienne à la morgue teintée de racisme ordinaire. Comment pourrait-on ne pas les reconnaître puisqu'ils ne s'embarrassent même plus des masques de la prudence. La stratégie gagnante est dirigée par le quatuor de choc Besson-Guéant-Hortefeux-Guaino. Bien sûr, rien ne sera possible sans la fidélité du vaste deuxième cercle, celui des séides qui doivent tant au Prince et que l'on trouve tantôt au gouvernement tantôt au parlement. Rien ne sera possible encore sans la servilité de médias depuis longtemps complaisants avec des mœurs politiques devenues clairement antidémocratiques. Soyons-en persuadés, l'enjeu de la victoire espérée lors de la Présidentielle de 2012 en notre beau pays, vous savez, celui des droits de l'Homme, tient en ceci : la frontière est si ténue désormais entre la droite extrême au pouvoir et l'extrême droite montante que seule l'enflure sécuritaire outrancièrement médiatisée permettra de départager les candidats de la « France perdue ».

Ici, comme un peu partout en Europe, l'étranger est sur la sellette. Existe-t-il beaucoup de nations sur le point de voter une cinquième loi relative à l'immigration en sept ans ? Par bonheur la France a la chance de compter Éric Besson parmi ses citoyens inventifs quant aux moyens à mettre en œuvre afin de contenir les hordes de nouveaux barbares fabriqués pour les besoins de la cause populiste. Dans sa rhétorique dénuée de toute espèce de générosité, la sécurité de la France et la restauration de sa dignité perdue ont un prix. La « loi Bessin sur l'immigration » arrive donc au Parlement. Son adoption sera sans surprises sauf par quelques détails émergeant de l'écume de ses articles les plus nauséabonds. Dresser le florilège des « apports » de cette prochaine loi serait hélas trop long. Trois éléments suffiront à en dépeindre la sale ambiance. Le projet de loi prévoit qu'avant même d'être présentés à un juge, les sans-papiers pourront être enfermés cinq jours, c'est-à-dire plus longtemps que les assassins ou les terroristes. Les enfants d'immigrés en situation irrégulière pourront être enfermés en centres de rétention avec leurs parents jusqu'à quarante-cinq jours avant que l'un de ces derniers ne soit expulsé. Un bannissement de deux à cinq ans sera prononcé pour les étrangers à qui un titre de séjour aura été refusé. Oui, nous sommes toujours en France.

Pour justifier l'injustifiable de tous ces reculs vis-à-vis de la loi commune la seule présence physique d'étrangers épars sur notre territoire ne suffisait pas. Si l'on pouvait convaincre « la communauté nationale » qu'elle est moralement menacée dans ses fondements culturels et historiques les plus intimes les choses seraient plus faciles. À situation exceptionnelle, lois et

procédures d'exception ! Et quand l'exceptionnel n'existe pas de fait, on l'invente. C'est ainsi que l'on gonfle démesurément la baudruche islamiste. Certes, il existe un mouvement islamiste – du reste multiforme et à audience maigrichonne – rejetant les principes fondamentaux de la République, en particulier la laïcité.. Mais de là à faire de ce phénomène contrôlable une menace réelle pour la France et son identité nécessairement enrichie d'apports réguliers, il y a un fossé que les droites prêtes à en découdre n'hésitent pas à franchir d'un bond unanime. Les révoltes populaires en cours dans le monde arabe apportent opportunément de l'eau à ce délirant moulin à paroles vénéneuses. Ces révoltes vont inéluctablement provoquer des déferlantes d'immigration vers l'Europe nous dit la prédiction concurrentielle. Les meilleurs spécialistes du monde arabe peuvent bien démentir cette baliverne, rien ne semble en mesure d'en interrompre l'amplification. La peur est devenue l'arme favorite des pouvoirs politiques sans imagination.

La parole circule et c'est là l'un de ses plus beaux avantages. Le revers de sa médaille est que son maniement par des individus malveillants autorise des dérapages indignes. Ainsi, M. François Fillon, juché sur la tribune de l'Assemblée nationale, s'est autorisé à parler le 1<sup>er</sup> mars dernier de "citoyens français d'origine musulmane".. Quand le Premier ministre de la France lui-même oublie que selon le premier article de notre Constitution tous les Français sont égaux devant la loi sans distinction d'origine, ne doit-on pas considérer que l'on s'apprête à commettre des actes irréparables ? L'intelligence et la générosité, deux qualités rares ces temps-ci, commandent d'arrêter au plus vite la spirale débridée que des ténors politiques décidément bien peu catholiques nourrissent de leur verve inepte. Notre conscience est ici sollicitée. Va-t-on faillir comme d'autres l'ont fait hier en de sombres heures de notre Histoire ?

## 27 - Pucez-les tous !

Mai 2011

Le désir de l'omni surveillance des sociétés encore dénommées démocratiques et la volonté de mettre en fiches tout ce qui bouge en leur sein vont bon train. Certes, les prouesses de la Technique ont toujours devancé la nécessaire adaptation du Droit et la plus lointaine résignation des mentalités qui en découlent. Néanmoins, il semble qu'autrefois des penseurs reconnus prenaient le temps d'envisager l'impact du possible avant sa concrétisation dans l'arsenal juridique et l'espace social. Mais, quand la loi d'airain de l'économie et la croyance sans failles dans le Progrès domine toute autre considération, l'indispensable temps de la réflexion se réduit comme peau de chagrin. Agissons d'abord, nous réfléchissons plus tard. Et tant pis si plus tard peut rimer avec trop tard. Et c'est ainsi que nos sociétés perdent doucement le sens profond de leur raison d'être pour s'enfoncer dans la barbarie douce du calcul omniprésent et réputé infaillible. Le dernier avatar de cette fatale dérive, en apparence anodine, laisse songeur les citoyens non encore totalement anesthésiés par les sirènes de la post-modernité médiacratifiée. L'obligation de pucer les animaux d'élevage suscite en leur esprit éveillé des questions que la grande masse des adaptés satisfaits ou contraints a définitivement renoncé à se poser. La puce minuscule cache pourtant bien des monstruosité.

Quelle formidable invention que la possibilité d'avoir un panorama instantané de la répartition territoriale des nombreux troupeaux que compte notre bel hexagone ! Un simple survol des zones appropriées à l'aide d'un aéronef muni d'un détecteur de puces électroniques relèvera l'identité de chaque animal et dressera le tableau général du troupeau de tel ou tel propriétaire. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier les éleveurs ont l'obligation d'affubler l'oreille des caprins et ovins nouveaux-nés de la miraculeuse boucle contenant une puce de type RFID (radio frequency identification data). Dans quelques temps viendra le tour des bovins. Les porcins, pour la plupart enfermés désormais, semblent pour le moment épargnés par la frénésie de l'implacable comptage. Dans quelques mois la seule identification valable des animaux sera celle-là, y compris pour ceux à usage domestique. La France ne fait qu'appliquer là une directive européenne destinée à rationaliser le système des aides de la PAC, dit-on officiellement. Chaque éleveur ne recevra ses subventions que pour des animaux précisément identifiés. Finie la vache corse fantôme grassement rémunérée, se félicite le technocrate bruxellois assis devant son écran plat et lisse comme ne l'est jamais le travail de l'éleveur.

La vision bureaucratique de l'agriculture « moderne » est en effet aux antipodes de la réalité du métier d'éleveur de brebis. Ce n'est pas parce que ses animaux sont destinés à terme à nourrir les hommes que le paysan considère son élevage comme une usine à viande à l'instar du technocrate qui n'hésite pas, quant à lui, à parler dans des rapports officiels de minerai viande à propos de la ressource que constituent les troupeaux. L'éleveur digne de ce nom observe son cheptel au quotidien, l'écoute attentivement afin de détecter le moindre son inhabituel, touche chacune de ses bêtes qu'il est ensuite capable de reconnaître au premier coup d'œil. Bref, il vit au contact permanent de son troupeau, il vit son troupeau. À quoi pourrait donc bien servir la détection électronique des animaux dans cette harmonie aux racines ancestrales ? À rien ! Que pourrait-elle entraîner si on ne lui résiste ? La disparition d'un métier, ni plus ni moins. Et c'est probablement le but inavoué – car sans doute difficilement avouable – de cet excès de rationalisation. Ce n'est pas un hasard si les éleveurs qui refusent ce stade ultime de la standardisation de leur activité et qui se regroupent au sein du collectif « Faut pas pucer » (1) sont ceux qui n'ont jamais vraiment accepté la perte d'autonomie que l'intégration progressive de leur travail dans le système froid de l'agrobusiness a provoquée.

Force est de constater qu'ils ne sont pas les plus nombreux quand la majorité de la profession des agriculteurs a depuis longtemps rejeté jusqu'au mot paysan qui rattache pourtant à un sol vivant avant de signifier une chose à exploiter. Nous devons cependant les soutenir car leur résistance dépasse de très loin le cadre de leur activité d'éleveurs. Nous devons les soutenir à un double titre. En tant que consommateurs désireux d'éviter l'alimentation industrielle aseptisée. Que les paysans souhaitant vivre de la vente directe du produit de leur élevage et non de subventions européennes ne soient pas contraints au puçage de leurs animaux, voilà qui nous concerne particulièrement. En tant que citoyens conscients que le puçage complet des troupeaux n'est probablement pas la dernière étape sur le chemin menant nos sociétés vers un funeste horizon tout à la fois hyper hygiéniste et omni sécuritaire. Les paysans ont encore les pieds sur terre. Gardons avec eux la tête sur les épaules.

(1) Faut pas pucer : Le Batz 81140 Saint-Michel-de-Vax - [fautpasper@laposte.net](mailto:fautpasper@laposte.net))

## 28 - Lagarde rapprochée du Président

Août 2011

En plein été maussade, l'affaire Tapie change de look. Elle devient, par la décision de la Cour de Justice de la République d'ouvrir une enquête pour détournement de fonds publics et usage de faux, l'affaire Lagarde. Elle va rapidement se révéler comme le plus grand scandale politico-financier de la Vème République. Pourtant, elle n'est que la partie émergée de l'iceberg régulièrement consolidé depuis plus de vingt ans par de douteuses pratiques politiques que le sarkozysme a grandement banalisées. La crise politique qui est d'abord la perte de confiance des citoyens envers la classe politique doit beaucoup à l'abandon coupable des représentants de l'Etat aux sollicitations appuyées des intérêts privés dominants. Pour restaurer la démocratie ainsi sacrifiée il ne suffira pas que Mme Christine Lagarde aille au tapis. L'arbre abattu découvrira une forêt profonde à éclaircir. N'oublions pas qu'un été plus tôt M. Eric Woerth était sur la sellette.

L'accession au pouvoir politique est elle-même devenue une grande affaire nécessitant la constitution d'un solide réseau imbriquant étroitement personnalités politiques éminentes, dignes représentants des « milieux d'affaires », membres les plus visibles ou lisibles des médias influents. Cette nécessité cardinale a été puissamment renforcée depuis que l'économie a pris le pas sur le politique. La conséquence essentielle de ce changement fondamental de l'organisation des sociétés humaines réside dans le brouillage croissant de la frontière entre la sphère des activités privées et celle des préoccupations publiques du service de l'intérêt général. L'abolition progressive de la frontière public /privé permet la vulgarisation du renvoi d'ascenseurs, sport désormais favori des élites politico-économiques. Je finance ta campagne, tu soigneras mon impôt et m'ouvriras des marchés. Gageons que les débats actuels autour de la notion de conflit d'intérêts ne sont pas près de trouver une concrétisation mettant fin à un mélange des genres clairement antidémocratique. Le projet de loi en matière de « gestion du médicament » n'est qu'un exemple, parmi de nombreux autres domaines, du manque de volonté politique de rétablir des frontières étanches entre intérêt général et intérêts particuliers.

Pour donner de la chair au calamiteux constat il convient de pénétrer les arcanes du sarkozysme. Au cœur du réseau tissé bien avant l'élection du 6 mai 2007 on trouve la déjà légendaire « bande du Fouquet's. Ce n'est pas tant la victoire d'un homme que l'on arrosa ce soir-là en ce lieu symbolique du « bling-bling » Que les fructueuses retombées à venir induites par ce succès tant escompté. Jetons pêle-mêle quelques exemples du fric-à-frac qui annonça très vite sa couleur. Le sondeur Pierre Giacometti bénéficie de contrats à l'année avec la présidence de la République et Matignon. Le publicitaire François de La Brosse a récupéré une partie des commandes concernant la stratégie internet de l'Elysée et de l'UMP. Alain Minc, conseiller du Président et de nombreux PDG du CAC 40, est peut-être le plus symptomatique de l'affairisme ambiant : il a défendu l'ouverture des jeux en ligne et la limitation de la publicité à la télévision, deux dossiers dont certains de ses clients ont tenté de tirer parti. Entremetteur de haute volée, Alain Minc a plaidé à l'Elysée en faveur de la fusion GDF-Suez, dont l'un des principaux bénéficiaires financiers fut le milliardaire belge Albert Frère. Henri Proglio a été nommé en novembre 2009 à la tête d'EDF en obtenant même, dans un premier temps, de pouvoir garder parallèlement sa casquette de président du conseil de surveillance de Veolia, avec des émoluments annuels de 450 000 euros. M. Nicolas Sarkozy a également aidé indirectement nombre de ses amis PDG : il a joué les VPR pour l'avionneur Serge Dassault dans tous les pays où il s'est rendu, a reçu dignement M. Evo Morales afin que Vincent Bolloré puisse discuter avec lui de l'exploitation des gisements de lithium destiné à alimenter les batteries de ses voitures électriques. Les casinos du groupe Barrière – dont le Fouquet's fait partie – dirigé par Dominique Desseigne, ont bénéficié d'autorisations d'installation

de machines à sous et se sont alliés à la Française des jeux pour le poker en ligne. La fondation Louis Vuitton pour l'art contemporain (émanation du groupe LVMH dirigé par Bernard Arnault) a été reconnue d'utilité publique afin de faciliter son installation à Paris. Le groupe Bouygues ne pouvait échapper à la distribution des prix : il a été choisi pour construire le futur « Pentagone français » dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Enfin, ce n'est pas moins d'une vingtaine de convives de la soirée du Fouquet's qui furent depuis décorées de la légion d'honneur.

Copinage et barbotage sont bien les deux mamelles du sarkozysme avide. Sur cet arrière-fond à peine voilé de la politique officielle qui peut croire sérieusement que Mme Lagarde a agi de son propre chef dans l'affaire qui désormais intéresse la justice ? Son affaire n'est que l'un des fragments – certes de belle taille ! – d'une vaste mosaïque dont la vie politique aura du mal à se départir. Mme Martine Aubry prépare ardemment l'après-sarkozysme. La maire de la capitale du Nord a rassemblé récemment plus d'une vingtaine de grands dirigeants du privé de l'agglomération lilloise, de Maxime Holder (boulangeries Paul) à Vianney Mulliez (Auchan), en passant par le président du Medef régional, Jean-Pierre Guillon. Ils ont tous accepté de retrousser leurs manches à ses côtés pour l'emploi des jeunes, première préoccupation des grands patrons comme chacun le sait. Si, grâce à ces soutiens précieux, Mme Aubry entrait à l'Elysée il serait bon qu'elle convainque la famille Mulliez, l'une des premières fortunes de France, domiciliée fiscalement en Belgique, de revenir chez nous payer ses impôts. Sinon, l'air du soupçon se lira encore longtemps sur les lèvres de nombreux citoyens définitivement perdus pour la chose politique. Patience !

## 29 - Irrespirable !

Octobre 2011

Il est des déclarations de responsables politiques qui nous laissent pantois. Il en va ainsi d'une déclaration récente de M. Brice Hortefeux, désormais conseiller spécial du Président de la République. Quand les hommes importants ont un message important à asséner au peuple ils s'invitent au « 20 heures ». Le plus souvent c'est celui de TF1, la chaîne passée maîtresse dans l'art d'attaquer « les cerveaux disponibles ». Ce soir-là ce fut pourtant le JT de France 2. Le thème de l'intervention de l'homme du président ? Le climat des Affaires !

Il est sans doute temps pour le sommet de l'Etat mis en cause dans plusieurs affaires de corruption ou de financement occulte d'envoyer au feu ses fidèles lieutenants. L'heure étant à l'indignation il fallait bien que M. Hortefeux nous serve son petit couplet en cette matière. »Trop c'est trop ! Cette avalanche de boules puantes allant toutes dans la même direction, pour affaiblir le Président de la République, produit une atmosphère irrespirable pour les Français. » Ainsi, pour le contre-feux télévisé d'un soir ordinaire les Affaires, dont la Justice semble enfin vouloir s'occuper sérieusement, doivent être considérées comme de vulgaires boules puantes que quelques mauvais garnements auraient lancées pour empoisonner l'atmosphère. Nous n'aurions donc affaire qu'à une péripétie insignifiante comme il en existe tant dans les cours de récréation ou les salles de classe accueillant de joyeux potaches. Cette atténuation des faits est évidemment grotesque et ne mérite pas que l'on s'y attarde plus longtemps. C'est ailleurs que s'exprime le culot du laquais empressé d'embobiner l'opinion publique : à cause du tapage médiatico-judiciaire l'atmosphère est irrespirable pour les Français. Voilà les Français brutalement regardés – et instrumentalisés – comme une totalité évidente. Des Français qui subitement auraient du mal à respirer parce que l'on embête le président avec des peccadilles. Eh bien, vous avez raison, M. Hortefeux, l'atmosphère est vraiment irrespirable. Non pas à cause du tapage médiatique ou de l'avalanche de boules puantes dont vous parlez mais en raison de la conception que vous avez, vous et vos semblables, de la manière de gouverner notre pays. Oui, trop c'est trop.

Irrespirable ? Irrespirable, le climat de suspicion et de peur dont les vôtres, M. Hortefeux, ont recouvert avec ardeur notre pays au fil des dix dernières années. Votre manie du fichage est issue à l'évidence de votre sentiment intime que chacun de nous est un suspect à surveiller. Pardon, corrigeons vite cet excès de langage : vous savez préserver de votre malade attention les potentiels délinquants en col blanc. C'est la France d'en bas qui vous préoccupe au plus haut poing ! Vous voyez en chacun des quatre millions et demi d'assujettis à la CMU – un exemple parmi tant d'autres - un fraudeur possible alors même que les tricheurs ne représentent que 0,1% de cette population déshéritée que votre politique économique néolibérale ne cesse de faire grossir. Oui, ce climat de suspicion générale nous asphyxie.

Irrespirable ? Irrespirable, l'enfermement de la France dans ses frontières que les vôtres, M. Hortefeux, ont sinistrement organisé afin de surfer sur la vague lepéniste. On enferme, on enferme, on enferme à tour de bras musclés, des hommes et des femmes dont le seul crime est de ne pas avoir de papiers, des enfants alors que c'est interdit, des malades au lieu de les soigner. On expulse, on expulse, on expulse à tour d'avions réguliers, des hommes et des femmes menacées dans leur pays d'origine, des enfants scolarisés dans nos écoles où ils font leur la langue française. Oui, la traque à grande échelle que vous menez étouffe la générosité foncière de la plupart des Français.

Irrespirable ? Irrespirable, le développement de la xénophobie d'Etat dont les vôtres, M. Hortefeux se sont rendus coupables depuis cinq ans et qui a contribué à exacerber la parole raciste

pour laquelle vous avez vous même été condamné par la Justice de notre pays. Les tracasseries administratives à l'encontre des étrangers « légaux » se multiplient, les formalités à remplir et les documents à fournir lors de la moindre demande adressé à une préfecture deviennent démesurées comme les queues durant des nuits entières marquées par l'espoir de pouvoir enfin être reçu au sein des services préfectoraux. Nous n'hésiterons plus à parler de l'Administration de la honte qui se double, comprenons-le bien, de la honte administrée aux étrangers par les procédures minables que vous avez mises en oeuvre depuis votre ministère de l'immigration et de l'identité nationale, ministère de funeste mémoire. Oui, de tout cela aussi nous suffoquons.

Irrespirable ? Irrespirable, la kyrielle de pressions que le pouvoir exécutif tenu par les vôtres, M. Hortefeux, exerce sur la magistrature de notre pays par l'intermédiaire de procureurs serviles placés au bon endroit. Les Français que vous semblez appeler à la rescousse devraient unanimement s'étonner que vous soyez si bien informé du contenu de certain dossier quand le juge vient tout juste de s'en saisir.

Et que penser de ces écoutes illégales de journalistes enquêtant sur les affaires sensibles que vous prétendez dérisoires ? Le chef du Renseignement vient d'être mis en examen pour de tels faits à l'encontre d'un journaliste du Monde couvrant l'affaire Woerth-Bettencourt. A qui obéissait-il ? Qui l'a nommé à ce poste stratégique, M. Hortefeux ? Oui, votre conception de la justice et de la police nous incommode gravement.

Si la République que vous êtes censé servir pouvait parler, M. Hortefeux, elle vous rétorquerait : *Atmosphère ! Atmosphère ! Est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère ? La République est assurément bien autre chose que l'atmosphère de vos troubles manigances.*

Vous la salissez. Elle est là la vraie puanteur. La République ne peut plus vous reconnaître. Vous ne la méritez pas.

## 30 - Vers la fin de la société ?

Décembre 2011

Nous acceptons difficilement de regarder la réalité en face. Nous préférons souvent nous persuader, sans en être totalement convaincus, que tout ce à quoi nous avons été attaché dans le passé est toujours présent et le sera encore demain. Ainsi, nous croyons que ce que nous nommons communément société existe encore. Bien sûr, nous entendons dire que nous sommes gouverné désormais par une oligarchie, que l'Etat partout se désengage de ses missions traditionnelles, que les citoyens ne sont pas consultés à propos des affaires sérieuses de la Cité.. Mais, sous ces arguments pertinents nous espérons pouvoir encore distinguer une société attendant son heure pour redevenir pleinement elle-même. Affirmons-le enfin : cet espoir n'est plus de mise. La société est en voie de disparition. Le principal agent de cette disparition est l'abandon de l'intérêt général au profit de la satisfaction d'intérêts particuliers à la puissance chaque jour renforcé.. Lutter contre la disparition de la société devrait être la seule préoccupation de la prochaine élection présidentielle.

La société est un corps éminemment complexe se dotant, tout au long d'une histoire mouvementée, d'organes de gouvernement et de régulation normalement chargés de renforcer la cohésion sociale. L'idée de société s'oppose donc à celle de la simple addition d'individus occupés à la seule recherche de satisfaction de leur intérêt personnel ou de celui de leurs proches. Les sociétés dignes de cette définition – qu'il est erroné de croire trop ambitieuse – sont celles qui réussissent à développer le « vivre ensemble », ce concept si facilement méprisé par les chantres de l'autorégulation sociale. Pour satisfaire une telle exigence encore faut-il que la société soit capable de faire vivre un principe fondamental : l'intérêt général. C'est à l'Etat de le définir et de le faire accepter par le corps social dans son entier. Deux conditions au moins sont nécessaires à cela : que l'Etat dispose de toute sa légitimité auprès du corps social et que celui-ci ait gardé en lui la volonté de solidarité envers les plus démunis. Le moins que l'on puisse dire est que ces deux conditions ne sont plus remplies en France aujourd'hui.

Ce que l'on pouvait nommer hier, avec une certaine fierté, « le modèle social français » est désormais attaqué de toutes parts. Construit pour l'essentiel au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il reposait sur des politiques publiques se donnant les moyens de leur ambition. C'était avant l'avènement du néolibéralisme, avant que la plupart des hommes politiques ne décident que le Marché devait s'emparer progressivement de bon nombre des anciennes prérogatives de l'Etat, pour une meilleure efficacité économique et financière comme ils s'en disent convaincus. Au bout de trente années de ce glissement – longtemps sournois, maintenant débridé- le monde politique est devenu impuissant, otage qu'il est de la dictature des marchés financiers. Nous rendons-nous réellement compte de la folie qui tourmente notre société : les agences de notation nord-américaines évaluent désormais jusqu'aux performances financières de la Sécurité Sociale et de la plupart de ce qu'il nous reste de services publics ! Retirer à notre système de protection sociale son « triple A » relèverait de la triple C. Et triplera la misère !

De « providentiel » l'Etat est devenu répressif et destructeur. On ne pousse pas dans l'insécurité sociale les moins armés pour affronter « la compétition de tous contre tous » sans faire naître des risques de délits intrinsèquement liés à cette insécurité, lien que l'on fait mine d'ignorer. On réprimera de plus en plus durement ces délits « socialement déclenchés » d'autant plus facilement que l'on en dissimule la cause et qu'il faut bien tenir en respect tous ceux que l'on suspecte de pouvoir passer à l'acte un jour prochain. L'Etat social fait place petit à petit à l'Etat pénal. Pour donner libre cours à sa nouvelle « vocation destructrice » l'Etat s'est doté d'une machine de guerre nommée RGPP. Cette Révision générale des politiques publiques est en réalité

un rabougrissement généralisé des prérogatives publiques. La volonté affichée d'évaluer les politiques publiques pour les rendre plus efficaces est une mascarade, n'est qu'une opération de communication pour citoyens non avertis. L'impact social de ces politiques n'est plus mesuré depuis longtemps. Le bilan n'est pas fait des nombreuses réformes successives engagées dans les divers domaines d'intervention de l'Etat. Des cabinets d'audit privés évaluent financièrement – avec les critères que l'on imagine - chaque mission pour les décréter trop coûteuses le plus souvent. On confie ensuite ces missions à des agences de droit privée, telle l'Agence du médicament, chargées de « réguler » grâce à leurs experts inféodés aux firmes privées, le domaine qui leur a été concédé. Il existe aujourd'hui en France près de 650 agences de ce type. Le scandale du Médiateur devrait pourtant inciter à une remise en cause de cette façon qu'a la puissance publique d'abdiquer de ses missions d'intérêt général.

Partout on casse ce que la société avait patiemment bâti pour atténuer ou compenser les effets pervers du fonctionnement de l'économie. Une idéologie mortifère est à l'œuvre où les victimes de la sauvagerie du système économico-financier deviennent coupables. Coupables d'être trop coûteux pour la collectivité que l'on ne se donne plus la peine de définir autrement qu'en termes strictement budgétaires. Les pauvres et les chômeurs sont dénoncés comme les premiers responsables de leur pauvreté et de leur chômage. L'Etat et la société telle qu'elle devient n'aiment plus les fonctionnaires. Grâce à la loi « mobilité » on va enfin « dégraisser le mammoth » : le licenciement des fonctionnaires sans motif est désormais possible. Demain le fonctionnaire ne sera plus attaché à un corps et pourra être déplacé au gré de l'évolution capricieuse des besoins définis budgétairement. Ainsi, les enseignants ne resteront pas nécessairement enseignants. Bientôt ils ne seront plus évalués sur leurs qualités pédagogiques mais sur leur capacité à entrer dans un cadre de compétences définies en dehors de la nécessité absolue de dispenser dans les meilleures conditions possibles leurs connaissances acquises au cours d'un long parcours. N'est-il pas temps de sortir de cette spirale infernale par laquelle sont broyées des vies et des volontés. La Droite ne le fera évidemment pas. La Gauche « de gouvernement » ne semble pas s'apprêter à le faire. Sombre e perspective !

## 31 - Un pas de Guéant

Février 2012

Ça y est ! Ils ont enfin fait le pas décisif qui nous projette vraiment dans l'ignoble. Le plus étonnant ne réside cependant pas dans le franchissement d'une ligne que l'intelligence doit continuer de considérer comme infranchissable mais bien dans l'étonnement que semble avoir provoqué la petite musique nauséabonde savamment entonnée par M. Claude Guéant. Comme si nous ne savions pas que ce conseiller spécial de l'Élysée depuis le mois de mai 2007 a précisément été nommé ministre de l'Intérieur pour durcir le ton et les manières du gouvernement de la France à l'approche de l'élection présidentielle. Nous en verrons d'autres, M. Nicolas Sarkozy et sa garde rapprochée étant prêts à tout pour sauver les meubles d'un clan aux abois. Ces hommes vont se conduire comme des minables, car ils le sont probablement au tréfonds d'eux-mêmes. Trop d'indices ou de faits concrets nous l'indiquent depuis cinq ans au moins et seule notre indulgence de citoyens endormis et la complaisance de nombreux intellectuels ou journalistes nous ont empêchés de le reconnaître plus tôt. Ils vont salir la République chaque jour davantage pour tenter de se maintenir au sommet de leur insuffisance teintée de morgue revancharde. Et tant pis si cela doit mal finir.

Pendant que nous débattons à l'infini sur la question de savoir si les civilisations sont hiérarchisables, la stratégie mise en œuvre par la clique sarkozienne va produire les effets que ses auteurs en attendent. Un professeur de philosophie peut provoquer la réflexion de ses élèves en leur demandant si certaines civilisations sont supérieures aux autres. Dans l'espace fermé que constitue sa classe, il contrera les éventuels dérapages, définira précisément les concepts à mobiliser pour répondre sérieusement à la question posée, fera les rappels historiques et épistémologiques nécessaires. M. Guéant, quant à lui, n'est ni professeur de philosophie, ni anthropologue. Il ne le prétend du reste en rien. Il ne nous interroge pas, il affirme un propos spécieux destiné à provoquer un débat sur une question biaisée. Son but réside dans les fruits féconds que le mentor qui le téléguide espère retirer de ce débat stérile au strict plan de la connaissance. Le dessein de M. Guéant n'est évidemment pas de faire progresser le savoir du peuple, mais de sauver le pouvoir d'un clan sur ce peuple, et cela quel qu'en soit le tribut.

Le dernier pas – et non l'ultime – de M. Guéant n'est pas un faux pas. L'homme est bien campé sur ses deux jambes, droit dans ses bottes comme le dirait l'un de ses émérites collègues. Son propos résume toute la filiation de la Droite la plus réactionnaire de notre pays. Cette droite-là est en ligne directe avec celle qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, a souscrit très volontairement aux thèses funestes du comte Arthur de Gobineau et à la culpabilité du capitaine Dreyfus, forcément coupable parce que Juif. Le député Serge Letchimi et l'écrivain Patrick Chamoiseau ne se trompent évidemment pas quand les propos de M. Guéant les renvoient inmanquablement à la période coloniale, autre avatar de taille dans la part d'ombre de la République, que la Droite contemporaine s'emploie, non sans ardeur, à édulcorer au mépris de la vérité historique. Ici, le mieux est de donner la parole à leur compatriote Aimé Césaire. Dans son célèbre « Discours sur le colonialisme », il nous dit ceci : « Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois qu'il y a au Vietnam une tête coupée et un œil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ces traités violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées, de tous ces prisonniers ficelés et interrogés, de tous ces patriotes

torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent. » C'était en 1950 !

Le temps béni des colonies est loin derrière nous, mais l'esprit d'une partie de nos concitoyens reste colonisé par le poison de cette époque aujourd'hui regrettée par certains. C'est cette France-là, haineuse et revancharde, sûrement moins nombreuse que MM. Guéant et Guaino ne le croient, qu'il s'agit de flatter bassement par de petites phrases insidieusement distillées en des moments bien choisis et reprises par des médias de masse toujours attentifs. Au début de « l'expérience » Sarkozy, des gens de gauche se voulaient rassurants en nous affirmant que la « bonne Droite », la démocrate et républicaine, allait vite reprendre le dessus sur celle incarnée par l'ancien ministre de l'Intérieur et ses fidèles lieutenants. Qu'en pensent-ils désormais ? Aux anciens ennemis d'autrefois, la Droite dure a substitué des ennemis de l'intérieur contre lesquels il faudrait mener croisade : les immigrés et les assistés. S'il est maintenu dans la fonction suprême, M. Sarkozy se promet d'interroger les Français par référendum sur l'indemnisation du chômage et sur la politique d'immigration. Existe-t-il une meilleure façon de désigner à la vindicte populacière des boucs émissaires ? Et quel autre qualificatif choisir pour dénoncer cette posture à la fois bête et méchante que le mot minable ? Les Français qui voteront pour ce programme accepteront explicitement que leur pays fasse un grand pas en arrière. Refusons cette éventualité. Chassons les falsificateurs. Il est temps de rouvrir les portes et les esprits.

## 32 - De « l'ultra Gauche » à « l'ultra Droite » Ou la politique de la dérive

Mars 2012

Il ne manquait qu'une tragédie à la campagne pour l'élection présidentielle 2012. Quand la plupart des citoyens n'y songeaient aucunement, certains la craignaient et d'autres en convoitaient le coup de pouce décisif. Elle survint à Toulouse le 19 mars, la veille d'un nouveau printemps. Et de la pire des façons que nul n'aurait songé à imaginer : le meurtre de trois enfants et de l'un de leurs professeurs dans l'enceinte même d'une école juive. L'horreur absolue du crime imposa le réflexe unanime – du moins en paroles – de la suspension momentanée des hostilités d'une campagne où la violence le dispute trop souvent au criant manque d'imagination. On en profita néanmoins pour nous suggérer de tourner notre regard du côté de « l'ultra Droite ». La minable dérive de la politique sarkozienne ne saurait donc s'interrompre.

Disons-le tout de go : l'ultra-Droite n'existe pas. Tout comme n'existe pas davantage l'ultra-Gauche, épouvantail brandi voilà trois ans par Mme Alliot-Marie dans l'affaire dite de Tarnac. Dans les deux cas, il s'est agi d'instrumentaliser un fait isolé – plutôt anodin dans l'affaire de Tarnac, barbare dans celle de Toulouse – afin d'accréditer la thèse de l'existence d'organisations politico-criminelles fomentant dans l'ombre de la République sa déstabilisation voire sa destruction. Les esprits suffisamment éclairés ne voient dans ces manœuvres stupides que la bouffée délirante d'une démocratie malade. Ce n'est évidemment pas à eux que s'adresse le grossier et imbécile message mais à la nébuleuse des « indécis » dont on nous dit qu'à un mois du scrutin majeur, ils représentent 50 % des citoyens ayant l'intention de voter. Dans l'affaire de Tarnac la stupidité – où le cynisme politique – est porté à son comble : le dossier est vide, il n'existe aucun début de preuve de l'acte que l'on impute aux accusés. Julien Coupa sera pourtant maintenu des mois en détention. Dans les deux affaires, on aura pu admirer la facilité express avec laquelle les médias de masse firent voler de rédaction en rédaction la baudruche coupablement gonflée par le ministère de l'Intérieur. Ce sont là de grands moments de journalisme de révérence, gangrène d'une profession sinistrée.

L'invention du dernier concept à la mode au magasin des fantasmes sarkoziens était habile, convenons-en. La pancarte « Ultra Droite » a deux grands mérites sournoisement calculés. D'abord, elle joue avec la confusion possible entre « ultra » et « extrême » au sein d'une partie de l'opinion. L'océan Opinion, aux rivages flous et profondeurs obscures, sondés malgré tout chaque jour afin de combler le vide du continent Politique, renferme des trésors que les meilleurs inventeurs d'épaves savent faire remonter à la surface au moment opportun. Il suffirait qu'un tout petit nombre de gens fort mal avisés de la chose politique confonde l'ultra-Droite – qui n'existe pas – avec l'extrême Droite largement incarnée par le Front national – qui séduit désormais trop d'anciens supporters de l'hôte de l'Elysée – pour que ces derniers envisagent un maintien salutaire au bercail. Ensuite, en se gardant de désigner l'extrême Droite, la trompeuse pancarte ne froisse pas les électeurs du FN dont les voix pourraient être précieuses, le cas échéant, lors du second tour de l'élection suprême. À part cela, on faisait une trêve !

Nous n'avons pas abordé ici la question du rôle éventuel que pourrait avoir joué dans l'affaire toulousaine le contexte politique et social où le rejet de l'autre, parce qu'il est différent, a fait d'énormes progrès au cours des cinq dernières années. Qui oserait imaginer une quelconque relation entre ce contexte ô combien nauséabond et un crime raciste au plus haut degré d'abjection qui, souhaitons-le, n'en précédera pas d'autres ? Qui oserait établir un lien entre l'invention inédite en 2007 du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale et la banalisation de l'exclusion sur des critères raciaux ? Qui oserait donc encore prétendre que les mots peuvent être des armes de

destruction du lien social, tels les mots racaille ou karcher ? Qui oserait en appeler à l'Histoire et avancer l'idée que la promotion, tout au long des années 1930, de la figure du Juif accapareur et profiteuse a participé de l'indifférence générale quand survinrent les rafles pour le voyage ultime ? Chacun sait, au contraire, que les comportements individuels, notamment les plus pathologiques, n'ont jamais rien à voir avec le contexte socio-politique. Ils sont de génération spontanée !

Mais, chacun sait aussi que, ni les leçons de l'Histoire, ni les avertissements de sages penseurs, ne parviennent jamais à entraver la spirale de la haine lorsqu'elle est vraiment lancée. Et là, subitement, on n'a plus envie de seulement se moquer d'une classe politique à la dérive. On réalise soudain que la société en tant que telle est déboussolée. Trente ans de néolibéralisme ça vous chavire les sociétés les mieux armées pour tenir la vague. Le creusement des inégalités, la mise au fossé des moins « performants » nourrissent des rancœurs que les boucs émissaires désignés essuieront jusqu'au tragique. Pourtant, la campagne a repris son cours ordinaire comme si rien ne s'était passé. Oui, mais voilà : il s'est réellement passé quelque chose...

## 33 - Dur sera le réveil !

Avril 2012

« Adieu Sarko, on t'aimait pas tu sais », aurait chanté le grand Jacques. Mais non, pas Jacques Chirac. Quoique... Jacques Brel évidemment, doit-on préciser pour les moins de 35 ans qui n'ont plus grand-chose à se mettre dans les oreilles du point de vue du non-conformisme nécessaire. Oui, Sarko s'en va. Et l'on n'a pas fini de relater par le menu – ô combien copieux – son règne calamiteux. Pourtant, l'usurpateur parti, la vie doit continuer. Il est hélas très probable qu'elle sera riche de déceptions. On se félicitera bien sûr longtemps d'avoir mis à l'Élysée un hôte plus présentable, un président faisant moins rire à l'étranger, incapable de se contredire à une vitesse supersonique contrairement à son prédécesseur. On ne regrettera certes pas les outrances haineuses des principaux lieutenants du vaincu qui ont fermé la France en édifiant une xénophobie d'État inconnue depuis Vichy. Et pourtant, nous déchanterons vite.

Comme elles furent longues ces cinq années pour ceux qui ne prirent jamais au sérieux « le candidat des riches », qui ne s'arrêtèrent pas au discours sans grande consistance de l'enjôleur patenté. C'est peu dire qu'une fois élu il ne les a pas déçus. Ces cinq années furent particulièrement pénibles pour les plus humbles. Beaucoup d'entre eux ne furent pas, eux non plus, déçus par l'homme providentiel. Ils n'en attendaient rien. Cela fait très longtemps qu'ils n'espèrent plus rien de la classe politique. Ils ne votent pas davantage en 2012 qu'en 2007. C'est qu'en 2012 ils sont plus pauvres encore qu'en 2007. Nous ne disposons pas encore des chiffres de 2011, mais l'étude d'Eurostat sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) dans l'Europe communautaire démontre que pour la période 2007-2010 la France est l'un des pays où les inégalités de revenus se sont le plus accrues. Il n'est guère que l'Espagne pour faire pire. La dégradation du ratio rapportant le revenu moyen des 20 % les plus riches au revenu moyen des 20 % les plus pauvres est due essentiellement en France à la politique fiscale menée depuis 2007. Souvenons-nous une dernière fois : « Je serai le président du pouvoir d'achat. » Les pauvres ont cru que le bonimenteur parlait du leur quand il ne faisait qu'agiter un leurre.

On ne saurait s'arrêter à ces quelques chiffres déjà alarmants. Il est d'autres signes de l'appauvrissement des catégories sociales les moins favorisées que les statisticiens ne s'empressent pas de mesurer. Les défaillances croissantes – et volontaires – de l'assurance-maladie font augmenter chaque année le nombre de personnes négligeant de se soigner ou se soignant insuffisamment. La CMU ne suffit plus. Un nombre croissant de familles n'en relevant pas connaissent des difficultés dans l'accès aux soins faute d'un revenu suffisant. Pas assez pauvres pour bénéficier de la CMU, pas assez riches pour cotiser à une mutuelle ou à une assurance complémentaire privée. On ne mesure pas non plus sérieusement un autre phénomène, en forte expansion lui aussi : « la souffrance au travail ». Le détricotage du code du travail sous l'alibi de sa modernisation et la soumission facile à l'impératif de la concurrence – internationale ou intérieure – dégradent chaque jour davantage les conditions de travail des salariés tant dans les entreprises que dans les administrations. Tout cela n'est rien d'autre que le résultat prévisible de l'emprise grandissante des conditions financières du Marché dérégulé imposées aux politiques publiques par le renoncement des « élus du peuple » à y résister. Souvenons-nous une dernière fois que le gesticulateur en chef est l'ami de la plupart des « patrons du CAC 40 ».

Il faudrait rompre avec tout cela. Le vainqueur du 6 mai ne le fera pas. Certes, il aura négligé, pour sa part, d'aller fêter la victoire avec « la bande du Fouquet's ». C'est elle qui ne tardera pas à venir à lui pour le persuader, au nom de l'impitoyable compétition internationale, de renoncer aux timides réformes promises au peuple désabusé. Il en recevra les représentants les plus éminents,

défenseurs faussement désintéressés des plus beaux fleurons du savoir-faire et du bon goût français. Leur enthousiasme cachera mal le chantage à l'emploi dont ils usent si souvent. Les choses auraient été évidemment plus faciles avec DSK. Il est tombé, n'en parlons plus. Son remplaçant saura bien entendre raison. Il pourrait leur résister. Il s'en dispensera car il sait qu'ils ne sont que les modestes porte-voix du Pacte financier européen scellé par Merkozy, pacte qu'il ne pourra dénoncer sous peine de sortir la France de la zone Euro, ce à quoi il se refusera indéfectiblement. Il sera donc contraint dans ces conditions à poursuivre – voire à amplifier – la libéralisation des marchés. La prochaine étape pourrait être la destruction du pilier central de notre droit du travail : le Contrat à durée indéterminée. L'Italie et l'Espagne y ont déjà renoncé ; pourquoi ne pas en faire autant au nom de la « légitime harmonisation européenne » et de l'hypocrite « libre circulation des travailleurs » intracommunautaire. En avant toute vers la précarité générale.

Il s'agira donc de continuer de nier la réalité des périls qui frappent le monde contemporain. Le capitalisme se perpétue tragiquement, incapable qu'il est désormais de dépasser ses contradictions internes. La crise majeure du régime d'accumulation du capital, que les artifices de plus en plus grossiers de la finance globalisée ne parviennent plus à dissimuler, est irrémédiable. La prédation générale que le capitalisme inflige aux écosystèmes fournit la seconde raison cardinale de rupture impérative d'avec un système économique devenu définitivement mortifère. Repousser encore le moment de construire une économie écologique et équitable ne peut qu'aboutir à livrer nos sociétés à l'autoritarisme de régimes essentiellement soucieux de la défense meurtrière des intérêts d'oligarchies richissimes et à des mouvements politiques fondés exclusivement sur la désignation de boucs émissaires. Le fascisme serait alors de retour. Il est temps de nous réveiller vraiment.